PARTI SOCIALISTE
Convention nationale du samedi 8 février 1997
Paris

Séance de la matinée

Sommaire
Le président (Michel Delebarre) 1
Daniel Vaillant 2
Lionel Jospin 34
Régis Passerieux 41
Henri Emmanuelli 44
Sylvie Guillaume. 48
Ahmed Gayet 50
Jean-Luc Melenchon 51
Manuel Valls 54
Michel Auberger 58

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président (Michel Delebarre)
Si vous voulez bien vous asseoir, nous allons commencer les travaux de la Convention Nationale de notre Parti.
Nous avons inscrit à notre ordre du jour deux rapports en introduction à la Convention :
- le rapport d'activité, présentation des principales étapes de l'action politique du Parti pour l'année 1997 ;
- puis la présentation des accords politiques électoraux avec les Verts et le PRS.
Ces deux rapports vont être présentés par Daniel Vaillant, qui est en train de se préparer psychologiquement à ce travail de longue haleine ! Si Daniel me pr te une oreille attentive, il va pouvoir gagner la tribune pour s'adresser à vous.
Il y aura ensuite l'intervention de Lionel Jospin, puis le débat général.
Pour les inscriptions au débat général, Jacques Salvator se trouve au pied de la tribune ; vous vous adressez à lui si vous voulez participer au débat général.
Je tiens à indiquer par ailleurs que la Commission électorale se réunira au premier étage après les interventions.
Merci.
Daniel, tu as la parole.

Fondation Jean-Jaurès

Daniel Vaillant

Chers camarades, vous avez eu dans les chemises théoriquement le rapport d'activité de la Direction, je veux dire le rapport exhaustif. J'avais plutôt l'intention de ne pas faire de rapport d'activité devant vous, compte tenu de la masse de ce que j'ai à vous dire par ailleurs. Je vais donc me contenter de dire l'essentiel, d'autant que je devais inclure dans ce rapport d'activité le calendrier politique du Parti pour l'année 1997 arr té par le Bureau National.

Le rapport d'activité, donc condensé, que je vous présente au nom du Bureau National, couvre la période qui nous sépare de la Convention de Noisy-le-Grand.

Avant d'aborder l'exposé de l'activité politique du Parti et de sa Direction depuis un mois et demi, je me dois d'évoquer, m me si le Premier Secrétaire le fera (donc, je le fais très vite, vous m'en excuserez), la disparition de deux de nos camarades parmi les plus éminents, Daniel Mayer et Claude Fuzier, auxquels le Parti a rendu nationalement et localement un chaleureux et émouvant hommage. Puis, j'évoque aussi l'accident brutal de santé qu'a subi Jean Poperen et je crois que nous pouvons transmettre à Nathalie, à sa famille, à ses proches, tous nos vœux de rétablissement.

Depuis un peu moins de deux mois, l'activité du Parti a été essentiellement consacrée à la préparation des élections législatives, au processus de désignation de nos candidats, aux négociations avec les partenaires de gauche, essentiellement les Verts et le Parti Radical Socialiste.

C'est l'aspect de l'activité du Parti qui fera l'objet du rapport distinct qui suivra le rapport d'activité, dans quelques instants.

Chers camarades, m me si la préparation des élections pèse lourdement sur l'activité nationale de la Direction, elle ne résume pas, loin s'en faut, la vie politique du Parti.

Je retiendrai donc simplement quelques axes de notre action face au mirage pseudo-réformateur du Gouvernement, face à l'irruption du thème de la flexibilité, face à l'inquiétant Sommet de Dublin, face au projet de loi Debré sur l'immigration.

Sur le plan international, nous avons assisté, impuissants, aux massacres dans la région des Grands Lacs et à l'incohérence de la politique africaine de Jacques Chirac.

Nous avons soutenu fermement la levée démocratique du peuple serbe et son opposition résolue à Slobodan Milosevic.

Nous avons accueilli avec satisfaction mais vigilance les progrès du dialogue israélo-palestinien et la conclusion des accords sur Hébron.

Enfin, les principales étapes de l'action politique du Parti pour l'année 1997 ont été définies par le Bureau National le 29 janvier.

Face au mirage pseudo-réformateur du Gouvernement, le Parti Socialiste a pris position.

Alain Jupé tente par tous les moyens de reprendre l'initiative sur le terrain social, multipliant, comme il en est coutumier, les effets d'annonce sans suite.

Qu'est devenu le projet de loi sur la cohésion sociale, sévèrement critiqué par le Conseil Economique et Social ?

Que deviendra le Sommet consacré à l'emploi des jeunes prévu le 10 février ? Ou celui consacré un peu plus tard à la famille ?
De m me, que restera-t-il des tours de passe-passe du Ministre de l'Education nationale au lendemain des élections législatives de 1998 ? Dans quel état sera l'université française après cinq ans d'immobilisme ?
Le Premier Ministre et son Gouvernement masquent par l'agitation les véritables atteintes au droit social et au service public.
Acharnement pour instaurer les fonds de pension, malgré une large hostilité notamment syndicale à son projet.
Le Premier Secrétaire a demandé de s'engager dans une bataille forte et claire contre les fonds de pension, qui sont des instruments à la fois peu efficaces dans la mobilisation de l'épargne longue, qui affaiblissent les réseaux existants de collecte et qui constituent surtout une menace réelle de déstabilisation des régimes de retraite et, partant de là, la solidarité entre générations sur laquelle ils sont fondés.
Là encore, le Gouvernement a tenté d'escamoter ce débat réel et actuel par l'instrumentalisation d'un débat à bien des égards factice sur la retraite à 55 ans.
La légitimité de cette revendication n'est pas en cause et comment ne pas dénoncer l'hypocrisie du patronat qui crie à l'hérésie économique alors qu'il n'a de cesse de presser les salariés de quitter le monde du travail dès 55 ans, voire 52 ans, et qu'il se refuse à tout véritable effort sur l'emploi des jeunes au-delà d'une proposition « gadget » de stages diplômants ?
Dans cette période, le Bureau National a confirmé les engagements de notre Convention de Noisy-le-Grand sur la réduction du temps de travail, l'emploi des jeunes, le maintien de la solidarité entre les générations. Une campagne nationale sur ces thèmes est en préparation. Elle se concrétisera par la diffusion dès le mois de mars d'un 4-pages diffusé à quelque 8 millions d'exemplaires.
L'irruption du thème de la flexibilité, chers camarades, l'échec de l'offensive politique et sociale du Gouvernement, ouvrent le champ aux thèses ultra-libérales du patronat français. Depuis plusieurs semaines, le patronat, le CNPF, notamment dans les propos de son président, invite le Gouvernement à forcer le pas d'une inflexion libérale de sa politique et multiplie les injonctions et appels pour une grande flexibilité de l'emploi et, personne ne s'en étonnera, une moindre protection des salariés.
Ces propos sont particulièrement choquants. Ce n'est pas en inventant le salarié « jetable » que l'on mettra un terme au processus de l'exclusion sociale et au drame du chômage dans notre pays. Ce n'est pas non plus de cette manière que l'on fera progresser l'indispensable dialogue entre employeurs et salariés dans l'entreprise.
Les responsables du Parti, chacun à sa manière, ont dénoncé cette nouvelle pensée inique qui insécurise la société tout entière et ils ont mis en garde le Gouvernement contre les mesures qui aggraveraient les inégalités et l'injustice.
C'est le 19 décembre que, sur un rapport d'Henri Nallet, le Bureau National s'est exprimé sur les conclusions de l'inquiétant Sommet de Dublin. Ces conclusions

sont parmi les plus faibles politiquement de toutes celles adoptées au cours des dernières années. Tout a été dominé par le fameux pacte de stabilité. Malgré un assouplissement relatif du caractère automatique des sanctions en cas de dépassement du seuil de déficit public de 3%, c'est bien la logique disciplinaire que voulaient imposer les Allemands qui triomphe au travers du pacte de stabilité. Quant à l'idée d'un Conseil de stabilité, elle est morte avant d'avoir vu le jour.
Au total, le lancement futur de l'Euro apparaît marqué par une logique essentiellement monétaire, le contre-poids politique qui aurait dé être mis en place face à la Banque Centrale afin de permettre la conduite d'une véritable politique économique européenne est toujours dans les limbes.
La lutte contre le chômage, qui n'est là que pour l'affichage, l'adoption dans les conclusions de Dublin d'une déclaration sur l'emploi, ne peuvent suffire.
Et ce qui est tout aussi préoccupant, ce sont les conclusions sur la Conférence Intergouvernementale, qui sont d'une rare pauvreté.
En un mot, ce sommet de Dublin, malgré l'illusion créée par les succès sur l'Euro et sur le pacte de stabilité, est aussi décevant qu'on pouvait le craindre.
Chers camarades, nous parlions dans les précédents rapports d'activité d'un changement de nature du débat européen ; nous y sommes en plein.
Plus que jamais, le Parti doit affirmer son choix européen et défendre son dessein pour l'Europe.
Comme le déclarait Lionel Jospin lors de la rencontre européenne, le 1er février à Paris, à diverses personnalités de gauche françaises et européennes, notre dessein pour l'Europe peut s'exprimer en termes assez simples : une Europe affichant un modèle de civilisation et non une Europe de l'abandon dans un grand marché, une Europe de la croissance et de la solidarité et non de la dérégulation corsetée dans l'austérité par un pacte de stabilité renforcée, une Europe où les gouvernements européens des états membres sont responsables et acteurs de la construction européenne sous le contrôle du Parlement, une Europe souveraine capable de maîtriser son destin dans les domaines de la diplomatie et de la défense. C'est là, en effet, notre projet pour l'Europe : une Europe sociale, politique et citoyenne.
Concernant les débats sur le projet de loi Debré sur l'immigration, après le rapport Philibert et Sauvaigo qui avait, d'une certaine manière, préparé le terrain pour la droite, par rapport à cela, dès le 3 avril 1996, notre Parti s'alarmait des conclusions de la Commission d'enquête parlementaire et dénonçait une préparation de l'opinion au projet de loi sur l'immigration. Nous y sommes en effet, et Monsieur Debré persiste.
Nos parlementaires à l'Assemblée Nationale, et ces derniers jours au Sénat ont démontré que le projet Debré ne résout en rien les problèmes posés par les lois Pasqua, que les critères et les conditions du droit au séjour sont aggravés d'une manière inacceptable pour les libertés individuelles.
L'examen du texte en première lecture a bien montré, comme le soulignait Adeline Hazan dans une note présentée au Bureau National du 29 janvier, que ce n'est pas

une énième réforme de l'ordonnance de 1945 dont on a besoin - nous en sommes à la 24ème - mais d'une politique de l'immigration et de l'intégration concernant non seulement le contrôle des flux et l'accès au territoire, mais aussi la coopération économique, le rayonnement culturel de la France et de la nationalité française.
Nous débattrons au sein de notre Parti de l'ensemble de cette question de société importante dans le cadre d'une commission issue du Bureau National présidée par Claude Estier, puis au Bureau National.
Je vais maintenant dire quelques mots de l'activité du Parti pour les mois à venir, et notamment au cours de l'année 1997.
C'est le 29 janvier que nous avons adopté ce cadre. On peut le décrire en quatre temps :
Processus de désignation de nos candidats : c'est très bien engagé ; campagne politique nationale, locale et militante ; approfondissement thématique ; élaboration programmatique et organisation d'un congrès ordinaire associé à la réflexion statutaire, je dirai révision ou plutôt écriture définitive de nos statuts.
Processus de désignation de nos candidats : nous allons presque entièrement le boucler aujourd'hui, m me s'il restera - vous le verrez dans mon rapport qui suivra - un certain nombre de points à évoquer dans des instances comme le Bureau National ou le Conseil national du mois de mars.
Concernant la campagne politique nationale locale et militante, après la Convention Nationale et jusqu'au mois de juin, il faudra mener cette campagne nationale. Elle sera donc engagée sous l'impulsion de la Direction du Parti.
Son contenu reposera sur les orientations économiques et sociales adoptées lors de la Convention de Noisy-le-Grand. Un 4-pages grand public, diffusion massive, sera disponible dans une quinzaine de jours.
Cette campagne nationale pourra être efficacement relayée par les fédérations et les sections, mais également utilisée par toutes et tous nos candidats sur le terrain, à partir de maintenant, ou en tout cas une quinzaine de jours.
Une campagne de réunions publiques sera animée par le premier secrétaire, les responsables nationaux du Parti, en soutien aux candidats, en démultipliant les contacts avec les médias locaux.
Enfin, quelques grands rassemblements autour de Lionel Jospin seront régionalement organisés.
Sur l'approfondissement thématique, plusieurs thèmes restent à approfondir ou à compléter avant d'aborder la phase d'élaboration programmatique proprement dite. Des débats antérieurs, certains thèmes nécessitent un traitement spécifique, voire pour certains un traitement public particulier : l'immigration, les services publics, l'éducation, la sécurité, le logement, la culture, la protection sociale, et peut-être quelques autres. En effet, la liste n'est jamais exhaustive en la matière.
L'environnement fera l'objet d'une initiative. La politique agricole et rurale sera débattue lors d'une conférence nationale agricole et rurale exceptionnelle.
En tout état de cause, toutes les commissions nationales ou groupes de travail du

Parti présenteront les résultats de leurs travaux devant le Bureau National.
Sur l'élaboration programmatique et l'organisation du Congrès ordinaire, différents thèmes seront ainsi abordés au cours de l'année 1997. Ils pourront faire l'objet de débats approfondis du Bureau National ou de journées de réflexion, de colloques ouverts ou plus internes, d'initiatives décentralisées suscitant explicitement la consultation des militants ou, sous des formes appropriées. Pierre Moscovici, Secrétaire national aux études, sera chargé de superviser la rédaction de ce programme en y incluant tous ces éléments de réflexion au cours de l'année.
Ce travail multiforme alimentera les débats de plusieurs Conseils nationaux justement consacrés à l'approfondissement programmatique. Enfin, une instance nationale ad hoc clôturera cette démarche originale et adoptera le programme ainsi élaboré.
Un congrès ordinaire se déroulera en novembre 1997, et comme je le disais tout à l'heure, il sera utile de l'accompagner d'une réforme statutaire ou d'une relecture ou d'une réécriture statutaire définitive, claire pour les trois ans qui viennent.
Enfin, Lionel Jospin rencontrera en 1997 la presse à trois reprises : fin mars sur la politique économique, fin juin sur la politique internationale, fin septembre sur les questions de société.
Chers camarades, le difficile exercice de désignation de nos candidats n'a pas entravé l'activité du Parti, vous le constatez. Les instances nationales ont d'ailleurs pu définir le plan et le calendrier d'action du Parti pour les mois à venir.
L'année 1996 a été consacrée au redéploiement de l'activité du Parti et une intense réflexion collective autour des trois grands thèmes de nos conventions.
Ce mois de janvier inaugure une année de transition qui doit permettre aux Socialistes d'élaborer leur programme et de démontrer qu'ils représentent la seule force capable de rassembler et d'impulser un mouvement à vocation majoritaire, la seule force capable de promouvoir une alternative politique et d'organiser autour de lui le rassemblement de la gauche.
Chers camarades, je veux présenter le rapport sur les désignations de candidats. Je tiens à exprimer, à l'occasion de cette convention du 8 février, après ce long travail qui a duré plusieurs mois et mobilisé beaucoup d'énergie, que ce soit au niveau national, fédéral ou local, notre satisfaction de voir se concrétiser à la fois les objectifs que nous nous étions fixés pour les femmes et nos alliances électorales.
Précisons que nous avons réussi, fait nouveau, à concrétiser nos alliances et ceci, précisons-le, sans porter préjudice à notre volonté politique d'une juste représentation des femmes en politique au nom des Socialistes.
Ce qui a présidé à notre méthode de travail a été la volonté constante à tous les stades de travailler dans la collégialité, dans la transparence, dans un esprit de loyauté et de coopération au sein m me de la Commission Electorale et avec les Fédérations du Parti.
Que ce soit dans le cadre de cette Commission nationale dont je veux saluer le travail et tous les membres, que ce soit à travers les contacts répétés avec les

Fédérations, organisés par le secteur « Fédération » autour de Jean-Pierre Bel, Michelle Sabban ou du secteur « Elections » que j'anime, nous avons coopéré pour avancer ensemble.
Je veux aussi saluer le travail des quelques permanences autour de ces deux secteurs qui ont fait véritablement un travail parfois nuit et jour, y compris hier soir à 22 ou 23 heures tout n'était pas bouclé et ce matin encore, certains résultats de fédérations nous parvenaient, donc je voudrais que vous puissiez pardonner les quelques erreurs qui pourraient être dans mon rapport car nous n'en sommes pas vraiment à l'origine. Je voulais de toute façon saluer l'important travail qui a été fait dans des conditions difficiles, notamment dans un siège provisoire.
Nous avons effectivement, à l'issue de ce travail, la satisfaction de voir un parti rassemblé sur la voie de la rénovation et de manière bien avancée, un parti pôle moteur de la gauche et des forces de progrès, ouvert à l'ensemble de ses partenaires, sans esprit hégémonique, donc dans le respect de la personnalité de chacun.
Nous sommes finalement parvenus à une unité près à un total d'environ 160 - 161 candidates dont 138 d'entre elles sont Socialistes, les 18 autres venant de chez nos partenaires : Parti Radical Socialiste ou Verts.
Nous pouvons être légitimement satisfaits d'avoir contribué à la rénovation de notre vie politique interne et d'assurer une représentation plus juste et plus conforme des femmes dans les institutions politiques car, mes chers camarades, nous savons bien que ce n'est pas de la part de la droite, RPR, UDF notamment, que les Français peuvent l'attendre. Je me dis qu'on les attendra encore longtemps sur ce terrain.
Oui, c'est notre parti qui en a été à l'initiative et il a tenu ses engagements, par la volonté du Premier Secrétaire Lionel Jospin, par la volonté de la Direction mais aussi par l'acceptation et la concrétisation dans les Fédérations.
Je veux aussi dire que pour ce processus de désignation, nous pouvons être collectivement fiers que, là encore, ce soit au Parti Socialiste et j'ai envie de dire essentiellement là, que nos candidats et nos candidates sont désignées par le suffrage militant, par la vraie démocratie, et pas dans les salles ou les conclaves de notables, comme cela se fait ailleurs, notamment au RPR ou à l'UDF.
Sur la voie de la rénovation qui est bien avancée, des efforts restent à faire, et je veux dire ici, sans entrer dans le détail, que si des efforts restent à faire, nous aurons la volonté, Direction nationale, de contribuer à ce que ces efforts concernant la vie des fédérations sous la houlette de Jean-Pierre Bel ou la démocratie dans les Fédérations, ou le comportement par rapport à la gestion de la vie militante ou des adhérents, se poursuivent et notre Direction nationale suivra cette question. Elle aura des propositions à faire car nous ne voulons pas que parce qu'il y aurait des problèmes dans un certain nombre d'endroits et Alain Claeys pourra en parler, on ne puisse aboutir à une transparence totale, à une vérité totale des effectifs permettant d'éviter qu'un certain nombre de problèmes, à certains endroits, ne ternissent le travail de rénovation entrepris dans 90% du Parti.
(Applaudissements).

Et s'il le faut, nous adopterons des règles nationales.
En ce qui concerne les alliances, dans le droit fil des Assises de la transformation sociale, je dois dire que notre Parti a souhaité être au centre du rassemblement des forces de gauche pour engager une dynamique nouvelle, en particulier avec l'ancrage clairement à gauche des écologistes.
Notre accord avec le Parti Radical Socialiste fut, somme toute, plus traditionnel, bien que là aussi la méthode employée, dans un souci de transparence, d'efficacité pour l'application de l'accord, ait nécessité un travail patient de notre part, au niveau national, avec la Délégation PRS et en liaison avec nos Fédérations.
En plus d'un texte politique que vous pourrez lire dans notre Hebdo, cet accord comporte un engagement électoral sur 38 circonscriptions, avec soutien Socialiste aux candidats PRS étant entendu que sur toutes les autres circonscriptions, le PRS ne présentera pas de candidats et soutiendra les nôtres. Il comporte également un engagement pour les régionales et un accord financier. Dans cet accord, il y a aussi une ou deux primaires organisées d'un commun accord avec celui des Fédérations du côté du Parti Socialiste en tout cas et on sait bien qu'un accord national connaît toujours des difficultés d'application ici ou là. Donc, nous serons vigilants, nous, dans l'intérêt du Parti, mais aussi dans l'intérêt de l'application de cet accord. Je le dis déjà un peu préventivement, pour des Fédérations qui sont un peu ou beaucoup meurtries par la concrétisation de l'accord dans leur département. Je vois certains visages qui se seront parfaitement reconnus.
Nous sommes à un an de l'élection, cela doit nous permettre d'appliquer bien l'accord et d'être vigilants, y compris par rapport à nos partenaires qui eux-m mes ne seraient pas en état de le faire respecter. On travaillera ensemble ; rien ne se fera sans un aller et retour entre les Fédérations et nous.
Avec les Verts, l'alliance est plus novatrice et bouleverse profondément le champ politique dans notre pays. Cette alliance « d'un type nouveau » si vous me permettez l'expression, était la condition d'une dynamique électorale du camps du progrès et ceci dans le respect des identités de chacun, mais en m me temps porteur de nouvelles ambitions pour la société française.
Comme pour PRS, cet accord comporte un engagement politique sur un texte d'orientation, base de l'engagement ultérieur que nous prendrons face aux Français, engagement exclusif de l'alliance et d'accord, sur l'économique, le social, le question européenne, la mondialisation, la croissance durable.
Au total, une trentaine de circonscriptions verront les Socialistes soutenir au premier tour les candidats des Verts. Il y aura plusieurs dizaines de circonscriptions pour lesquelles les Verts soutiendront les candidats des Socialistes dès le premier tour, sur les autres chacun d'entre nous mènera campagne sur ses propres couleurs, avec désistement automatique pour le candidat de la gauche le mieux placé, pour le candidat de toute la gauche.
Ceci constitue d'ores et déjà une réussite collective combien d'entre nous auraient parié voici quelques semaines sur ce résultat. Un regret cependant partagé par

beaucoup d'entre nous ici et que je fais mien personnellement, nous n'avons pu trouver les bases d'un accord avec le Mouvement des Citoyens, ce qui aurait constitué une alliance plus large et sans doute plus satisfaisante.
Dans nos rapports avec le MDC nous avons tenté des compromis sur des sujets importants. Parallèlement, nous leur avons fait la proposition d'un soutien au premier tour sur 7 bonnes circonscriptions parmi lesquelles celles des 4 sortants.
Mais la logique d'union, au bout du compte, au-delà des accords électoraux, finira, j'en suis sûr, par prévaloir c'est le sens du contrat d'orientation proposé par Lionel Jospin.
Je précise, à propos du Mouvement des Citoyens, et je fais un petit retour en arrière, que j'ai encore eu des contacts récents au cours desquels je leur ai dit : nous nous réunissons le 8 février et quand on prend nos décisions, après le vote des militants, cela engage. Donc, le parti a changé depuis que vous n'y tes plus. Ceci étant, nous souhaitons encore parvenir à un accord mais je dirai que la balle est dans leur camp.
C'est donc dans cet esprit de rassemblement et de responsabilité qui nous anime que nous pourrons apporter quelques modifications si c'était nécessaire, en les portant tous ensemble, nationalement et fédéralement, notamment dans la perspective d'une décision qui pourrait être prise dans un certain nombre de circonscriptions par rapport notamment à la lutte efficace que nous devons mener contre le Front National, afin que dans ces circonscriptions, peut-être de l'ordre d'une quinzaine, parmi lesquelles bien évidemment des Socialistes, nous puissions avoir des candidats uniques de toute la gauche quand il y a risque de victoire du Front National ou risque de l'absence d'un candidat de gauche au second tour.
Je voudrais, pour finir, préciser un certain nombre de règles sur la question électorale.
La ratification des candidats à laquelle nous allons procéder est celle des candidats titulaires aux élections législatives.
En effet, dans un certain nombre de circonscriptions où nous n'avons pas pu obtenir de désignations, nous avons pris l'engagement d'acter les désignations à venir lors de notre prochain Conseil national courant mars. Cette volonté s'appliquera d'ailleurs dans quelques cas pour les Sénatoriales et les premiers des Socialistes aux régionales qui n'auront pas hélas été désignés aujourd'hui. Il y en a quelques-uns.
Sur le calendrier du Parti pour les élections régionales, nous ne l'avons pas encore arr té et je crois que nous avons eu raison. Nous n'avons m me pas, au jour d'aujourd'hui, la date du calendrier, je dirai républicain pour les élections, notamment régionales. Je pense que dans les jours ou dans les semaines qui viennent, nous adopterons le calendrier pour la désignation de nos candidats et candidats sur les listes aux élections régionales. Tant que nous n'avons pas décidé un calendrier national, cela veut dire qu'il n'y a pas de désignation dans les Fédérations.
Pour l'affaire des suppléants, compte tenu des situations multiples que nous

rencontrons dans les Fédérations et au sein m me des Fédérations, je demande à la Convention nationale de donner mandat au bureau national d'investir dans les meilleurs délais ceux qui n'auront pas suivi mes recommandations, à savoir le vote sur un ticket « titulaire - suppléant ».
Ceux qui ont suivi nos recommandations et donc qui ont fait le vote « titulaire - suppléant » même si je ne dis pas le nom du suppléant aujourd'hui parce que je n'étais pas en état de le faire, considérons que le vote intervenu sur un ticket fait que les suppléants sont d'ores et déjà investis. Pour tous les autres, eh bien nous renverrons devant une instance nationale ou devant le bureau national.
C'est vrai qu'il y a des situations un peu bizarres quand on n'a pas respecté le vote « titulaire - suppléant ».
Je veux d'emblée indiquer que dans un certain nombre de fédérations, peu nombreuses, où actuellement il n'y a pas de candidates femmes pour de bonnes ou de moins bonnes raisons, la Direction nationale sera particulièrement vigilante dans la constitution des listes aux régionales.
Je voudrais maintenant vous communiquer l'ensemble des candidates et candidats avec quelques commentaires.
C'est à l'issue des travaux de la Commission électorale, qui s'est réunie le plus récemment dans la nuit de jeudi à vendredi - il y a eu de nombreuses autres séances - presque toute la nuit et hier après-midi jusqu'assez tard, que cette liste a été établie.
Le rapport que je vais vous faire là correspond à peu près à 90% de l'ensemble du rapport et je le fais au nom de l'ensemble de la Commission Nationale des Elections, même s'il peut y avoir dans la Commission telle ou telle réserve ou tel ou tel retrait de tel ou tel membre de la Commission, mais c'est au nom de l'ensemble, je dirais au nom de l'unanimité de la Commission que je vais essayer, sans notes, de vous présenter, département par département, les candidatures et les commentaires.
Pour le 10% qui reste, il y aura une réunion de la Commission électorale, un certain nombre de fédérations concernées seront auditionnées parallèlement à la convention, et d'ici la fin de matinée ; je réunirai la Commission électorale pendant l'heure du déjeuner pour essayer, en début d'après-midi, de vous faire la fin du rapport, mais d'ores et déjà, ce que je vais présenter je crois que nous pourrons ainsi préparer le vote de cet après-midi pour l'ensemble du dispositif, de manière assez constructive et je pense que c'est quand même un peu une première que l'on puisse rentrer dans une Convention avec un rapport de sortie de la Convention en matière de désignations électorales.
Alors je demande aux camarades de la Commission d'être extrêmement vigilants à mon égard, parce qu'on peut toujours faire des erreurs.
Avant d'aborder la Fédération de l'Ain, sur les premiers des Socialistes aux régionales, je précise qu'il s'agit des premiers des Socialistes aux régionales, pas des t tes de liste, nous avons des partenaires, des discussions ont déjà été engagées, elles ne sont pas toujours faciles, donc il y a des départements où des questions de t

te de liste peuvent se poser, donc je demande que nous gardions tous la m me règle : ce sont les premiers des Socialistes.

Dans la Fédération de l'AIN : pour les élections législatives

1ère André Godin,

2ème Jocelyne Bollini,

3ème réservée aux Verts,

4ème Michel Raymond,

1er des Socialistes Rachel Mazuir,

sénatoriales Jean-Paul Rodet.

Fédération de l'AISNE :

1ère René Derosière,

2ème Odette Grezulska,

3ème Jean-Pierre Ballingand,

4ème Yvette Grégero,

5ème Dominique Jourdain,

1er des Socialistes Maurice Vatin,

sénatoriales à venir, et donc ce sera devant un prochain Conseil National, et cela vaudra pour tous les autres.

Je vous précise que pour les sénatoriales j'arrêterai à 36 et je reprendrai 90, Belfort, et on s'arrêtera après, ce n'est qu'un tiers.

ALLIER : 1ère François Colcombet,

2ème Ginette Goux,

3ème Jean Mallot,

4ème, avec toutes les difficultés que cela représente, et nous aurons l'occasion de suivre l'accord avec PRS à la Fédération de l'Allier, Jean Mallot, que j'aperçois là-bas sait que nous allons continuer à travailler ensemble, réservée PRS,

1er des Socialistes aux régionales Jean Mallot,

sénatoriales René Charette.

ALPES DE HAUTES-PROVENCE :

1ère circonscription il y a une difficulté, la Commission électorale a examiné à deux reprises, dans la nuit de jeudi à vendredi et hier, il y a des problèmes dans l'ensemble du département, une émulation, des progrès que l'on trouve trop importants au niveau de la progression du parti... oui, que voulez-vous ? on est quelquefois un peu trop modeste à la Direction, j'en conviens, toujours est-il que nous avons examiné les choses et ce matin des contacts doivent être pris avec la Fédération, donc personne ne s'affole dans la salle...

Simplement, au vu des résultats, compte tenu des conversations, de la détermination des uns et des autres, de l'intérêt général du Parti, il semble que l'on puisse légitimement investir Jean-Louis Bianco dans la 1ère,

2ème réservée PRS ;

Concernant les sénatoriales et le 1er des Socialistes aux régionales, et compte tenu de ce que j'ai dit, je ne vais pas rentrer dans le détail, il semble utile qu'il y ait un

Collection Jean-Jaurès

travail entre la Fédération et le National sur les problèmes du collège électoral pour un nouveau vote, qui reviendra donc devant le Bureau ou le Conseil National.

HAUTES-ALPES :

Daniel Chevalier,

Alain Musson,

1er des Socialistes Christian Graglia,

sénatoriales je n'en ai pas, mais cela devrait venir.

ALPES MARITIMES :

Patrick Allemand,

Patrick Mottard,

Michèle Matringe,

Pascale Loizzo-Gérard,

Paul Cuturello,

Odette Boivin,

7ème on attend les résultats, donc là il faut vraiment que la Fédération des Alpes-Maritimes vienne les donner très vite,

réservée PRS,

réservée Verts

1er des Socialistes Patrick Allemand,

sénatoriales Max Cavaglione,

Jacky Delahaye,

Marc Daunis,

Lucien Fouques

ARDECHE : Pascal Terrasse,

PRS,

Stéphane Alaize, malgré des remarques dans la Commission,

1er des Socialistes Pierre Jouvencel,

sénatoriales, Lucien Auzas, Denis Lacombe.

ARDENNES : Claudine Ledoux,

Philippe Vuilque,

Jean-Paul Bachy,

régionales Jean-Paul Bachy,

on attend les sénatoriales

ARIEGE : Augustin Bonrepaux,

Henry Nayrou

régionales Jeanne Ettori,

sénatoriales Jean-Pierre BEL

AUBE : 1ère circonscription pas de candidat déclaré, mais en voie de déclaration, donc cela va revenir devant le National ensuite, après le vote des militants,

Yves Fournier,

Chantal Dujoncourt,

Fondation Jean-Jaurès

Vous savez que là il y a une primaire avec PRS d'un commun accord, les Socialistes préféraient la primaire, je crois, au choix de PRS,

1er des Socialistes à venir,

sénatoriales Christian Royer,

Albert Danilo

AUDE : Jean-Claude Perez,

Jacques Bascou,

Jean-Paul Dupré,

régionales Roger Adivèze,

sénatoriales Raymond Courrière,

Roland Courteau

AVEYRON : pour la 1ère on ne me l'a pas mis sur le panier, c'est bien dommage, je crois me rappeler que c'est une femme qui n'a pas souhaité encore, pour des raisons professionnelles, être candidate, donc cela viendra et cela reviendra devant le Conseil National,

2ème réservée PRS

3ème Alain Fauconnier

1er des Socialistes, même problème que pour la 1ère, pas encore déclaré

pour les sénatoriales même chose, il faut accélérer quand même le mouvement, Chers Camarades de l'AVEYRON.

BOUCHES DU RHONE :

Sur les élections législatives nous avons eu des débats, il y a une Commission qui, avec l'accord de la Fédération, s'est rendue sur place, disons que les votes sont les votes, nous l'avons retravaillé, il y a eu des débats en Commission, vous l'imaginez bien, parce que c'est une grande fédération, qui a beaucoup de circonscriptions, il y a quelques enjeux, donc la Commission vous propose de valider :

Marie-Arlette Carlotti,

Francis Allouche,

Philippe Sanmarco,

PRS,

Janine Ecochard,

Fernand Pietri,

Sylvie Andrieux,

Marius Masse,

Stéphanie Harkane,

Gérard Bismuth,

PRS,

Vincent Buroni, et là je m'arrête un instant, le camarade Vincent Buroni a été désigné mais de cette tribune, au nom de la Commission unanime nous voulons simplement dire que s'il n'y a pas de changement ce sera lui, bien évidemment qui sera candidat, mais nous pensons que compte tenu du contexte, et je n'en dis pas plus aujourd'hui ici, le député sortant, David Liot, nous lui demandons tous de

Coll. Fondation Jean Jaurès

reconsidérer sa position et d'être candidat pour faire en sorte que la circonscription soit gagnée, elle le sera, je l'espère, avec Vincent Buroni, mais nous pensons qu'elle serait sûrement gardée avec notre camarade David Liot, c'est un appel que je lui lance au nom de la Commission tout entière,

Jacques Siffre,

Alexandre Medvedowsky,

Hervé Cherubini,

Michel Vauzelle,

1er des Socialistes Michel Vauzelle,

pour les élections sénatoriales c'est notre camarade Jean-François Picheral qui au vu des résultats a été désigné, et je n'ai pas de résultats concernant les autres désignations sénatoriales, en conséquence, et compte tenu du travail qui reste à faire les uns avec les autres, fédérations et national, je propose au nom de la Commission tout entière que nous renvoyions l'investiture pour l'ensemble des sénatoriales à la fin de l'exercice de désignation dans la Fédération sur les élections sénatoriales. Donc le plus tôt possible, et en relation avec les uns et les autres, le premier qui a été désigné est bien Jean-François Picheral, mais nous voulons, avant d'investir, avoir l'ensemble des données, après la délibération des militants et en partenariat entre le national et la fédération.

CALVADOS : Philippe Duron,

Louis Mexandeau,

Yvette Roudy,

Marie-Rose Koro,

Laurence Dumont,

PRS,

régionales François Geindre,

sénatoriales André Ledran, Claire Page? Jean-Claude Caraboeuf. La Commission a évoqué certains points, mais je ne vais pas tout reprendre, sinon je vais en avoir pour trois heures, si j'interviens devant vous tous, devant la presse... je veux dire que nous connaissons tous les problèmes, mais il y a des problèmes liés à la vie des fédérations qui sont traités par la Direction du Parti, qui ont commencé de l'être, sous la houlette des secrétaires au fédérations, Jean-Pierre Bel, donc je ne vais pas rentrer ici dans tous les détails, mais la m me règle sur la vie du Parti, sur le comportement, sur la manière de gérer les militantes et les militants, partout en France, donc là comme ailleurs.

CANTAL : René Souchon,

PRS,

1er des Socialistes René Souchon,

sénatoriales à venir, avec peut-être aussi poursuite d'un certain nombre de conversations dans le Département.

CHARENTE :Jean-Claude Viollet,

Marie-Line Reynaud,

Fondation Jean Jaurès

Jérôme Lambert,
Jean-Claude Beauchaud,
1er des Socialistes Daniel Opic,
sénatoriales à venir.

CHARENTE MARITIME : nous nous sommes arrêtés sur ce Département, saisis que nous étions par le 1er Secrétaire Fédéral et la Fédération,

1ère, réservée PRS,

2ème, un vote est intervenu mais des problèmes existent dans cette circonscription, selon la Fédération, et après un examen, un travail entre nous à la Commission, nous proposerons, après un échange y compris ce matin ou dans la journée avec la Fédération et avec les uns et les autres,d'organiser un nouveau vote,

3ème Jean Rouger,
PRS, pour une femme, m me si ce n'est pas marqué sur mon papier,
Claude Billot-Zeller, c'est une camarade femme,
1er des Socialistes on ne l'a pas,
sénatoriales, on ne l'a pas, si cela vient je le redirai cet après-midi.

CHER : Alain Rafesthain,
Marie-Hélène Bodin,
Yann Galut, cela fait trois,
régionales Alain Rafesthain,
sénatoriales Pierre Houques.

CORREZE François Hollande,
Philippe Nauche,
Bernadette Bourzai,
régionales François Hollande,
sénatoriales René Teulade,
Jean-Claude Yardin,

CORSE DU SUD :PRS
Marie-Jeanne Bochi-Andréani,
1er des Socialistes, Jean-Marc Ciabrini,
sénatoriales, à voi.r

HAUTE-CORSE : PRS

2ème, désigné par la Fédération Socialiste et les militants, Vincent Carlotti,

mais je parle de Laurent Croce, je sais que des conversations doivent avoir lieu avec le PRS pour l'ensemble du dispositif politique à gauche dans ce Département, je le précise ici, sans rentrer dans le détail, et tout le monde m'aura bien compris, ce sera inscrit dans mon rapport,

1er des Socialistes, Laurent Croce,
sénatoriales Jean Motroni.

COTE D'OR : François Rebsamen
Colette Popard
Hervé Voillot

Collection Jean Jaurès

Michel Neugnot
François Patriat
1er des Socialistes, Michel Neugnot,
sénatoriales à venir.

COTE D'ARMOR : Danielle Bousquet, c'est une femme,
Charles Josselin
Didier Chouat
Jean Le Floch
Alain Gouriou
1er des Socialistes, je ne l'ai pas,
sénatoriales, je ne les ai pas, dép chez-vous.

CREUSE : Michel Vergnier
Pierre Derosier
régionales Jean-Jacques Lozach,
je n'ai pas les sénatoriales

DORDOGNE : Michel Dasseaux
Christiane Doré
Bernard Cazeau
Germinal Peiro
régionales Christian Derfarge,
sénatoriales Claude Béri-Débat,
Bernard Cazeau

DOUBS : Jean-Louis Fousseret
Paulette Guinchard Kunstler
Joseph Parrenin
Pierre Moscovici
Christian Bouday
Régionales Pierre Moscovici
Sénatoriale Pierre Magnin Feysot
Simone Schwint
Jean-Marie Bart

DROME Michèle Rivari
Eric Besson
Michel Grégoire
Henri Bertholet
Premier des Socialistes : Didier Guillaume
Sénatoriales Jean Besson
Bernard Piras

EURE PRS Femmes

Fondation Jean-Jaurès

Alfred Recours
Jean-Louis Destans
François Loncle
Catherine Picard
Régionales Jean-Marie Roger
Pas de sénatoriales

EURE ET LOIR
Georges Lemoine
Berguitta Hessel
PRS
Verts
Je n'ai pas le premier des Socialistes et pour les sénatoriales non plus.

FINISTERE Bernard Poignant
Tino Kerdraon
François Cuillandre
Marie-Lyse Le Branchu
Jean-Pierre Thomin
Kofi Yamgnane
Jacqueline Lazard
Louis Le Pensec
Régionales Jean-François Cuillandre
Sénatoriales Louis Le Pensec
Yolande Boyer
Pierre Maille
François Marc

GARD Bernard Finiel
Alain Fabre-Pujol
Gérard Revol
Suzanne Coulet
Damien Alary
Premier des Socialistes : Guy Rocard
Sénatoriales Alain Journet
André Rouvière
Simon Sutour

HAUTE-GARONNE
Verts Femmes
Gérard Bapt
Pierre Cohen

Fondation Jean Jaurès

Yvette Benaou Nakache
François Imbert
Hélène Mignon
Lionel Jospin
Jean-Louis Idiart
Premier des Socialistes : Alain Beneteau
Sénatoriales Maryse Berger Lavigne
Gérard Roujas
Bertrand Auban
J J Plancade

GERS Claude Desbond
Philippe Martin
Premier des Socialistes : Elisabeth Mitterrand
Sénatoriales : Robert Castaing.
Il nous manque le deuxième nom sur les sénatoriales.

GIRONDE Béatrice Desaigues
Gilles Savary
Verts
Conchita Lacuey
Pierre Brana
Michel Sainte Marie
Pierre Ducout
Francis Delugat
Odette Trupin
Gilbert Mitterrand
Bernard Madrelle
Sénatoriales Philippe Madrelle
Bernard Dussaut
Alain Rousset
Gyslaine Boeuf
Bernard Prévot

Je rappelle que lorsqu'on investit les candidats, cela vaut engagement, sauf à ce qu'il y ait des modifications liées aux accords avec d'autres. A priori, ce n'est pas le cas. En même temps, vous comprendrez bien que la Direction du Parti sera vigilante pour le suivi concernant l'application des femmes, pour le suivi des candidatures jusqu'à la Préfecture.

HERAULT Gilbert Roseau
Georges Frêche

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Christine Lazerges
Hélène Colas
Bernard Nayral
Alain Barrau
Régis Passerieux
Premier des Socialistes : Georges Frêche
Sénatoriales : André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Navarro

ILE ET VILLAINE
Jean-Michel Boucheron
Edmond Hervé
Marcel Rogement
Simone Bourges
Clotilde Tascon Mennetrier
Clément Théaudin
Isabelle Thomas
Si l'accord avec PRS ne pouvait s'appliquer, c'est un candidat commun PS-PRS notre ami Feuvrier qui serait désigné et si tel n'était pas le cas, c'est Clément Théaudin qui sera candidat Socialiste. Il vaut mieux rentrer dans le détail car cela évite les contentieux.
Première des Socialistes Isabelle Thomas
Sénatoriales : Jean Louis Tourenne,
Eliane Desmare
Daniel Delaveau
M. Y Caillère

INDRE Jean-Yves Gateaud
André Laignel
Jean-Paul Chanteguet
Régionales : Michel Sapin
Sénatoriales : à venir.

INDRE ET LOIRE
Jean-Patrick Gille
Jean Jacques Filleul
Marisol Touraine
Yves Douge
Claude Roiron
Premier des régionales : Jean Germain.
Il n'y a plus de sénatoriales.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ISERE Annie Cheschamps
Claudette Chesne
Michel Destot
Didier Migaud
Vérification de vote. Nous allons débattre de cette question dans la commission aujourd'hui.
Armand Bonnany
Verts
Louis Mermaz
André Vannini
Premier des Socialistes : André Vannini.

JURA Non désigné
Non désigné
Verts
Il n'y a pas de vote dans la première, et nous le regrettons. En conséquence de quoi, nous demandons que le vote soit organisé sous huitaine avec la présence du Secrétaire National, et d'un responsable national. Pour que cela se passe bien, il faut qu'on puisse voter sur la législative et en m me temps sur le premier des Socialistes aux régionales.
Sur la deuxième circonscription, je n'ai pas de noms candidats à ratifier m me si je crois que les militants se sont exprimés sur quelqu'un qui n'est pas membre du Parti, et que nous soutiendrons.
Il doit donc y avoir vote. Le candidat souhaite le vote, en l'occurrence, c'est Yves Colmou.
Concernant la troisième circonscription, je le dis publiquement ici devant la presse, si cela peut rassurer, il y a accord pour que ce soit une femme verte, en l'occurrence, Dominique Voynet.
C'est le mandat impératif que va appliquer la Direction du Parti . Il n'y a absolument aucun risque que l'accord ne soit pas appliqué dans cette troisième circonscription.
Il n'y avait donc pas à désigner de candidats Socialiste. Il n'y a donc pas eu de vote.
Pour le premier des Socialistes, c'est à venir en fonction du vote des militants dans la première circonscription.

LANDES Alain Vidalies
Jean-Pierre Dufau
Henri Emmanuelli
Premier des Socialistes Henri Emmanuelli.

Fondation Jean-Jaurès

LOIR ET CHER
Jacques Lang
Janny Lorjeoux
Daniel Chanet
Premier des Socialistes : Jack Lang

LOIRE Gérard Lindeperg
Soutien à B. Venin (DVG)
Marie Christine Laurent
Jean Paul Chartron
Jean Auroux
Dominique Fruleaux
PRS
Premier des Socialistes : Gérard Lindeperg.

HAUTE LOIRE
Jean Paul Thivel
André Roure

LOIRE ATLANTIQUE
Patrick Rimbert
Marie Françoise Clergeau
Jean-Marc Ayrault
Jacques Floch
PRS
Geneviève Chinac
René Leroux
Claude Evin
Yannick Lebaupin
Christian Nadal

LOIRET
Jean-Pierre Sueur
Verts
Jean Pierre Lapaire
François Bonneau
Chantal Cornier Estève
Première des Socialistes : Marie-Madeleine Mialot

LOT PRS
Martin Malvy
Premier des Socialistes : Alain Fontanel

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LOT ET GARONNE
Alain Neyret
Gérard Couze
Premier des Socialistes : Jean Guérard

LOZERE Jérôme Cahuzac
Jean-Claude Chazal
Alain Bertrand
Premier des Socialistes : Alain Bertrand

MAINE ET LOIRE
Isabelle Gaslene
Jean-Claude Boyer
Pierre Guibert
Verts
Antoine Mouly
Eva Geandrault
Daniel Cheret
Premiers des Socialistes : Claude Desblancs

MANCHE Michel Vigot
Réservée Femmes
Il n'y a pas eu de femmes candidates. Il y aura une femme désignée dans la deuxième, et c'est donc renvoyé devant le bureau ou devant le Conseil National.
Si les camarades de la Manche n'en trouvent, il y aura des responsables Socialistes qui iront faire ce combat avec nos camarades de la Manche.
PRS
Verts
Bernard Cazeneuve
Premier des Socialistes : Jean-Pierre Godefroy

MARNE Hubert Carpentier
Jean-Claude Laval
Adeline Hazan
Gérard Berthiot
Jean-Pierre Bouquet
Femmes Verts
Premier des Socialistes : Jean-Pierre Bouquet

HAUTE MARNE
Marie-Odile Jacq

Fondation Jean-Jaurès

JF Sauvaget
Nous irons soutenir Marie-Odile.
Je n'ai pas le premier des Socialistes.

MAYENNE Michel Sorin
Georges Garrot
Pierre Kuntz
Je n'ai pas le premier des Socialistes.

MEURTHE ET MOSELLE
Jean-Jacques Denis
René Mangin
Cl Pimenta Barthélmey
Michel Closse
Nicole Feidt
Jean-Yves Le Déaut
Jean Paul Durieux
Régionales : Jacques Chérèque.

MEUSE François Dose
Jean-Louis Dumont
Régionales : François Dose.

MORBIHAN
Micheline Bakotonirina
Benoît Hamon
Jean Pierre Le Roch
Verts
Jean-Yves Le Drian
Jean-Pierre Bageot
Premier des Socialistes : Jean-Yves Le Drian

MOSELLE Gérard Terrier
Marie Thérèse Gansoinnat
Verts
Charles Trompette
Gilbert Maurer
Roland Metzinger
Antoinette Tariollon
Jean Marie Aubron
Bertrand Mertz
Michel Liebgott

Fondation Jean-Jaurès

Premier des Socialistes : Jean-Pierre Masseret

NIEVRE Didier Boulaud
Gaétan Gorce
Christian Paul
Premier des Socialistes : Eugène Teisseire

NORD Bernard Roman
Bernard Derosier
Alain Cacheux
Thérèse Lorisan Gruson
Martine Aubry
Dominique Bailly
Verts
Dominique Baert
PRS
Jean-Pierre Balduyck
Yves Durand
Jean Le Garrec
Michel Delebarre
Monique Denise
Jean Delobel
Jeanne Marquaille
Marc Dolez
Brigitte Douai
Michel François
Nadine Cochy
Bernard Frimat
Christian Bataille
Jacqueline Bart
Marcel Dehoux
Premier des Socialistes : Michel Delebarre.

OISE Yves Rome
Béatrice Marre
Michel FraçaixX
Jacques Dray
Laurence Rossignol
JJ Cousin
Jean-Pierre Braine
Premier des Socialistes : Walter Amsallem.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

ORNE Joaquim Puyo
Bernadette Merchez
PRS
Premier des Socialistes Laurent Beauvais.

PAS DE CALAIS
PRS
Catherine Genisson
Jean Claude Leroy
Danielle Lhomme
Thérèse Guilbert
Dominique Dupilet
André Capet
Michel Lefait
Bernard Seux
Serge Janquin
Marcel Cabiddu
Jean Pierre Kucheida
Jean Claude Bois
Albert Facon
Régionales : Laurent Huguet

PUY DE DOME
Odiles Saugues
Alain Néri
Femme Verts
Jean Paul Baquet
Maurice Adevah-Poeuf
Jean Michel
Première des Socialistes : Catherine Guy Quint

PYRENEES ATLANTIQUES
Martine Lignères Cassou
Georges Labazee
André Labarrere
François Maitia
Nicole Pery
Raphaël Lassalette
Premier des Socialistes : André Labarrere.

HAUTES-PYRENEES,

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Forgues
PRS
Jean Glavany
Régionales Pierre Forgues

PYRENNES ORIENTALES,
Nicole Sabiols-Cansouline
Jean Codogne
Christian Bourquin
Henri Sicre
Premier des Socialistes,
Jean Carrere

BAS-RHIN, Là, il faut que l'on voit la Fédération du Bas-Rhin, j'espère que Jean-Claude est là.

Pour la première, ce sera bien une femme, mais je ne puis vous dire le nom,

Jean-Claude Petitdemange

Pour la troisième, vous savez que le Bureau National a pris la décision, à titre conservatoire en attendant éventuellement, dans la mesure où il y a un député sortant qui n'est pas membre du Parti, de désigner un candidat. Cela a été fait, il s'agit de Guy Desportes, mais évidemment, la candidature ne peut être considérée comme définitive pour la préfecture que si la délégation confirmait bien qu'il faille faire ainsi. S'il y a une discussion qui conduise à soutenir le député sortant, à ce moment-là, il est évident que cette décision ne vaudrait pas. Je n'ai pas d'informations sur la quatrième, la cinquième, la sixième. Je sais que la septième est réservée à un candidat Verts.

Giblert Liehn pour la huitième,

Marie-Christine Rodelin pour la neuvième.

Je n'ai pas d'informations sur les régionales.

HAUT-RHIN, la seule chose que j'ai pour le Haut-Rhin, c'est le nom de la candidate Radical (rires), et donc, je ne vous le donnerai pas. Là, je demande des informations.

RHÔNE,
Gérard Collomb
Gilles Buna, Verts,
Jean-Louis Touraine
Martine Roure
Madeleine Petitjean
Jean-Paul Bret
Jean-Jacques Queyranne

Collection Jean-Jaurès

Maurice Depaix
PRS
Christian Bonnet
Gabriel Montcharmont
René Lambert
Martine David
Réjane Ariano
Première des Socialistes,
Sylvie Guillaume

HAUTE-SAÔNE, il faut que je sois gentil.
Loïc Niepceron
La deuxième est en attente.
Dans la troisième, nos camarades ont désigné un camarade, Michel Weyermann. Il se trouve qu'il y a un accord avec PRS et que cet accord fait que la troisième, comme dans la quatrième de l'Allier, est réservée à PRS. Nos amis de Radical Socialiste savent pertinemment ce que nous leur avons dit , que la situation locale fait que ce sera extrêmement difficile d'application et qu'il faut éviter les situations de primaires, ce n'est pas souhaitable. On n'en a que deux, il faut les éviter, mais je veux dire à nos camarades que l'on comprend le problème qu'ils rencontrent par rapport à l'offre politique à gauche dans le département et que ce sont des problèmes que nous n'ignorons pas . Donc, avec eux et pour les aider, nous trouverons, j'en suis sûr, les solutions. Il faut du temps, donnez-nous du temps et nous vous donnerons, je vous assure, les garanties que cela se passera bien.
Je ne peux pas en dire plus, mais, mes camarades m'auront compris. Pour le Premier des Socialistes, je n'ai pas le nom.

SAÔNE-et-LOIRE
Michel-Antoine Rognard
PRS
André Billardon
André Mathus
Bettina Laville
Arnaud Montebourg
Régionales, Jean-Claude Segaud

SARTHE
Marietta Karamanli
Raymond Douyere
Guy-Michel Chauveau
Gérard Saudubray
Jean-Claude Boulard

Collection Jean-Jaurès

Premier des Socialistes, Patrick Delpech

SAVOIE,
Thierry Repentin
Verts
Pierre-Louis Rémy

HAUTE-SAVOIE,
Sylvie Gillet de Torre
Jacques Dalles
Fernand Ganas
Roselyne Pronde
Bernard Comont
Régionales, Jean Excoffier.

PARIS,
Dominique Bertinotti
Lyne Cohen-Solal
Anne Kalck
Jacques Bravo
Tony Dreyfus
Danièle Hoffman-Rispal
Patrick Bloche
Sandrine Mazetier
Jean-Marie Leguen
Serge Bisko
Pierre Castagnou
Anne Le Moal
PRS
Jean-Yves Mano
Verts
Elisabeth Larrieu
Annick Lepetit
Christophe Caresche
Daniel Vaillant
Jean-Christophe Cambadelis
Véronique Carrion
Premier des Socialistes, Marie-Pierre de la Gontri

SEINE-MARITIME,
Laurent Logiou
Dominique Gambier

Collection Fondation Jean-Jaurès

Pierre Bourguignon
Laurent Fabius
Jean-Claude Bateux
Paul Dhaille
Viviane Simon
Maryse Barec
Frédérique Bredin
Gérard Fuchs
Henri Weber
Alain Le Vern

Premier des Socialistes, Laurent Fabius ou Alain Le Vern, ils ont le mandat tous les deux. On n'a pas voulu tirer au sort dans la Commission

SEINE-ET-MARNE

Jean-Louis Mouton
Nelly Renoud-Touchard
Michel Bernard
Dominique Binet

Dans la cinquième, il faut bien que cela arrive une fois, elle est femme, il y avait deux femmes en compétition, elles ont fait le m me nombre de voix... (murmures)... Donc, comme la fédération s'est réunie hier soir et n'a pas fait elle-m me le choix, nous allons organiser un second vote. Je précise que les deux femmes étaient Marie Richer et Marie-Claude Nectou.

Nicole Brick
Jean-Paul Planchou
Daniel Vachez
Jacques Heuclin

Premier des Socialistes, Yannick Bodin.

YVELINES,

Anne-Marie Doux
Jacques Lollioz
Michèle Valladou
Jean-Pierre Mottura
PRS
Jean Laurent
Jean-Paul Huchon
Annette Peulvast
Jean-Alain Rousseau
Verts
Catherine Tasca
Marie-France Ladet

Collection Fondation Jean-Jaurès

Premier des Socialistes, Jean-Paul Huchon

DEUX-SEVRES,
Geneviève Perrin-Gaillard
Ségolène Royal
Marie-Claude Morin
Verts, mais ce sera un homme
Premier des Socialistes, Ségolène Royal

Somme,
Francis Lecul
Lise Rochowiak
Dans la troisième, on a travaillé longtemps hier soir en commission, il y a un contentieux, il y a des recours, il y a des problèmes de différente nature.
En conséquence, nous proposons au nom de la commission unanime de faire un travail sur cette Fédération concernant deux circonscriptions, la troisième dont je parle, puis la cinquième pour réexaminer les choses, faire une mise à plat claire dans l'état d'esprit qui est celui de la rénovation du Parti. Il faut voir dans quelles conditions un second vote pourra être organisé et donc ensuite, renvoyer devant une nouvelle instance du Parti. C'est la décision que nous vous proposons à l'unanimité de la Commission Nationale.
Francis Hamel...
C'est le problème entre deux femmes là encore, donc il y aura un travail fait en commun, et on verra cela si vous le voulez bien devant le Conseil National ou le Bureau National
Jacques Fleury
Premier des Socialistes Francis Lecul

TARN
Paul Quilès
Thierry Carcenac
Jacques Esclessan
Monique Collange
Régionale, Jacques Valatte

TARN-ET-GARONNE
Roland Garigues
Deux réservées, s'agissant de la circonscription de « Radical »
Premier des Socialistes : un camarade a été désigné, Michel Marty, mais tout cela est lié aussi à l'ensemble du dispositif électoral dans le Tarn-et-Garonne, c'est pourquoi la Commission électorale souhaite qu'on puisse retravailler avec la fédération sur ces sujets, et donc, nous donner mandat pour ne pas acter tout

Fondation Jean Jaurès

aujourd'hui.

Dans le VAR
Odette Casanova
Robert Gaia
PRS
Christian Martin
Monique Prot
Maurice Janetti
Dans la septième (cela fait partie des fédérations que nous aimerions voir avant la fin de la matinée), on est saisi d'un recours et donc, je pense qu'en début d'après-midi, je serai en état de vous donner les informations.
Régionales, Christian Martin

VAUCLUSE
Elisabeth Guigou
André Borel
Verts
Jean-Pierre Lambertin
Régionales, Elisabeth Guigou.

VENDEE
Gilles Bourmaud
Josiane Migeon
Là, c'est pareil, c'est un peu comme pour le département de la Manche tout à l'heure, je crois qu'il y a un problème, disons, de vocation de militants sur le terrain. On travaillera avec la Fédération pour pourvoir à ce manque d'enthousiasme actuel.
Verts
Jean-Claude Remaud
Régionale, Jacques Auxiette

VIENNE,
Alain Claeys
Philippe Dacaudin
Jean-Claude Cubaud
Brigitte Tondusson
Maurice Monange, Régionale

HAUTE-VIENNE
Pierre-Claude Lanfranca
Daniel Boisserie
Marie-Françoise Perol-Dumont

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Alain Rodet
Régionales, Robert Savy

VOSGES
Gérard Welzer
Christian Pierret
Guy Vaxelaire
Verts
Jean-Pierre Moineaux

YONNE
Guy Ferez
Henri Nallet
Dominique Calvary, Femme
Guy Ferez Régionales

BELFORT
Raymond Forni
Yves Ackerman
Régionales, Guy Ackerman

ESSONNE
Jacques Guyard
Verts
Yves Tavernier
Philippe Schmitt
Jean-Marc Salinier
François Lamy
Marie-Noëlle Lienemann
Michel Berson
Thierry Mandon
Julien Dray
Régionales, Julien Dray

HAUTS-DE-SEINE
Maurice Lobry
Verts
R. Laheurte
Marie-Laure Meyer
PRS
Lucienne Buton
Christiane Maulion

Collection Fondation Jean-Jaurès

PRS
Pierre Gaborit
Guy Janvier
Philippe Bassinet
Pascal Buchet
Jean-François Merle
Je précise que la cinquième PRS, c'est Femmes Première des Socialistes, Elisabeth Gourevitch

SEINE-SAINT-DENIS,
Bruno Leroux
Georges Sally
Jacques Salvator
Alain Ramos
Eliane Emsalem
Claude Bartolone
Marie-Paule Airaud
Verts
Véronique Neiertz
Harlem Désir
André Touati
Soutien à Alain Calmat dans la douzième
Michel Pajon
Régionales, Claude Bartolone.

VAL-DE-MARNE,
Michel Sabban
Laurent Cathala
PRS
Michèle Ville
Evelyne Picard
Verts
Anne-Marie Marty
René Rouquet
Raymond Riquier
Patrick Zaregradsky
Verts, je connais les problèmes dans la Fédé, je connais les problèmes avec nos partenaires communistes, on a tous ces éléments, on essaiera de faire en sorte que les choses se passent au mieux, mais évidemment, l'accord avec les Verts passe par là.
Patrick Sève

Collection Fondation Jean-Jaurès

VAL D'OISE,

Jean-Pierre Bequet
Dominique Gillot, Femme
Maurice Boscavert
PRS
Manuel Valls
Réservée Femmes, mais je crois que la délibération n'est pas enregistrée
réservée Verts
Dominique Strauss-Kahn
Jean-Pierre Blazy

Je n'ai pas, à ce stade, les résultats dans les fédérations des DOM et des TOM. Je vous demande de mandater les instances nationales Bureau Conseil National pour faire les investitures.
Je m'excuse auprès de vous d'avoir été très long, mais c'était le seul moyen que vous soyez parfaitement informés de l'état des travaux de la Commission. Il nous reste à travailler encore un peu, et je reviendrai devant vous cet après-midi, je l'espère, pour un tout petit rapport, c'est-à-dire pour tout ce qui reste entre nous à arr ter. Je crois quand m me qu'après le vote des militants, après le travail collectif entre la Fédération et le National, et le travail de la Commission Nationale, nous sommes plutôt bien partis pour l'année 1997 et la bataille à construire contre la Droite.
(Applaudissements)

Le président.- Mes amis, mes camarades, vos applaudissements traduisent bien, je crois, la reconnaissance, le travail effectué par Daniel Vaillant et l'ensemble des membres de la Commission de travail dont il vient de vous donner l'état des lieux et des premières conclusions qui seront la base de vos votes cet après-midi.
Je donne maintenant la parole au Premier Secrétaire Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Mes chers camarades,
Je ne voudrais pas commencer cette Convention sans regretter que ne soit pas parmi nous - parce qu'il y était toujours - un camarade, un responsable, un ami, Jean Poperen, qui, à la suite d'un accident, d'une chute survenue chez lui, avec tout ce que cela peut avoir de dérisoire et de tragique dans les conséquences, lutte dans une situation très difficile aujourd'hui. Il a tellement apporté à notre Parti, il était tellement familier dans nos instances, que de savoir qu'il ne peut pas être là avec nous aujourd'hui est, pour moi, une épreuve et je vous demande que nous pensions tous à lui au cours de cette journée.
Cette Convention a été construite sur une courte journée. Nous avons un travail de ratification de nos candidates et candidats à terminer. Donc, mon intervention sera

brève et j'ai choisi de la faire d'entrée de jeu pour que nous puissions, ensuite, dans le déroulement de la journée, terminer quand nous le souhaiterons.
Je la centrerai sur trois démarches qui sont les nôtres aujourd'hui :
- le processus de désignation entre nous ;
- le dialogue avec nos partenaires ;
- le travail de conviction des Français.
Le processus de désignation de nos candidats entre Socialistes a été bien mené et, encore une fois, le Parti Socialiste a donné un exemple de démocratie. D'ailleurs, je me corrige moi-même : le Parti Socialiste n'a pas désigné ses candidats, il les a élus. Pour les législatives, pour les sénatoriales, pour les Premiers des Socialistes aux élections régionales, ce sont les adhérents du Parti Socialiste qui ont voté. Chez nous, pas de notables qui se cooptent, pas d'appareil qui désigne, la base décide. Le Parti Socialiste (et après tout, cela devrait apparaître logique à tous) se prépare au suffrage universel, au rendez-vous avec le suffrage universel.
Certes, un tel processus entraîne des scories. La presse en parle, puisque chez nous tout est visible et transparent. Il nous faudra tirer des leçons d'un nombre, heureusement limité, d'errements et d'abus. Une commission d'examen de ces cas a été mise en place pour réagir à chaud. Elle vous a fait, par la voix de Daniel Vaillant, un premier rapport, mais sachez qu'au-delà des désignations, et m me si dans un certain nombre de cas nous n'avons pas voulu provoquer de troubles sur des évolutions qui sont en cours, tout cela ne sera pas sans suite. Au bout du compte, j'en prends l'engagement devant vous, à la lumière d'un certain nombre d'errements qui se sont produits et qui ne pourront pas se prolonger dans le temps, la rénovation se fera partout. Il faut que chacun s'en persuade.
(Applaudissements)
D'en haut et au plan national, nous avons voulu faire la rénovation du Parti quand elle était nécessaire. En bas, à tel ou tel endroit, des progrès restent à faire. Je ne veux pas agir autoritairement, telle n'est pas notre méthode ni notre culture, mais il est donc de votre responsabilité, élus, responsables, Premiers secrétaires fédéraux, de mener la rénovation là où vous tes, quand elle reste à faire. En tout cas, de toute façon, nous y veillerons (la Direction étant parfaitement unanime sur ce plan, aussi bien Daniel Vaillant que Jean-Pierre Bel et Alain Claeys) en adoptant les dispositifs techniques et au besoin en intervenant, car il faut que chacun se rende compte que ce qui s'est produit était des coups de semonce. De toute façon, ce processus, nous le poursuivrons jusqu'au bout avec vous.
Pour autant, et au-delà de ces scories, nous pouvons, je crois, être fiers de ce que nous avons réalisé collectivement. Aucun autre Parti, en tout cas à droite, ne peut se vanter de vouloir et de pouvoir conduire une telle démarche démocratique. Je vous remercie de l'avoir fait et je demande aux observateurs des médias qui décrivent ce qui se passe qu'ils n'oublient pas quand m me de rappeler cette différence avec d'autres formations politiques. (Applaudissements)
Cet exercice de démocratie n'a, par ailleurs, pas nui à l'efficacité, puisque nos

objectifs sont atteints.
La démarche, malgré sa complexité, a été conduite dans les délais prévus, elle été menée sans drames, même s'il y a des déceptions légitimes et si, en tant que leader du Parti, en tant que camarade et même parfois ami, je peux avoir ici ou là quelques rares regrets.
Les grands objectifs que j'avais proposés et que nous avions faits nôtres sont atteints.
D'abord, une forte représentation des femmes et, malgré la légère baisse qu'induisent nos accords avec nos partenaires, le résultat que nous nous étions fixé sera pratiquement atteint.
Nous avons tenu nos engagements vis-à-vis de nous-m mes, vis-à-vis des Français et d'abord vis-à-vis des femmes. Voilà qui tranche, là encore, avec la droite. C'est un vrai motif de fierté.
(Applaudissements)
Et, moment de localisme placé dans une intervention nationale, je suis heureux de constater que, dans la Fédération de la Haute-Garonne, il y aura quatre candidates sur huit, c'est-à-dire la parité à l'élection législative. (Applaudissements)
Ensuite, un renouvellement significatif de nos candidats.
Effectivement, si l'on regarde les chiffres des nouveaux candidates et candidats par rapport à 1993, on voit bien qu'une nouvelle génération d'élus, de militants, de responsables se prépare à la candidature devant les Français, se prépare à l'élection. Et c'est aussi ainsi que se prépare une relève à laquelle l'accroissement spectaculaire des candidatures féminines contribue à l'évidence.
Dès le lendemain de cette Convention, nos candidats, comme nous le souhaitions, pourront donc être sur le terrain à au moins un an des élections, dotés d'une vraie légitimité, afin de préparer notre campagne future, de porter notre parole, de projeter et de démultiplier notre force.
Ce résultat remarquable n'aurait pas été possible, je veux le souligner, sans l'énorme effort et la qualité du travail accomplis par Daniel Vaillant, son équipe permanente et la Commission électorale qui était avec lui.
(Applaudissements)
C'est une action qui a été techniquement, politiquement mais aussi humainement bien conduite et qui a été menée dans un esprit d'objectivité, d'altruisme, de respect de la diversité du Parti que je ne laisserais pas critiquer sans réponse, si la tentation en venait.
Nos candidats disposeront dans quelques jours d'un document précis, établissant leurs obligations à l'égard de la loi en ce qui concerne la conduite et le financement de leur campagne. Ils auront également un premier jeu d'argumentaires élaboré, conformément à une tradition, par les collaborateurs du Groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, à l'initiative de Laurent Fabius.
Un 4-pages sur nos propositions économiques et sociales sera diffusé à 8 millions d'exemplaires dans un premier temps et disponible pour tout le Parti, et aussi pour

ses candidats, au lendemain de ces vacances de février.
Notre activité de ces dernières semaines ne s'est pas pour autant bornée au processus de désignation interne. Nous avons aussi avancé dans notre stratégie d'union et d'alliances.
C'est le deuxième point que je voudrais évoquer.
L'union avec nos partenaires, en effet, progresse. Pour moi, le pluralisme de la gauche, la présence des écologistes sont des faits, des réalités de la vie politique et c'est ce qui fonde, tout autant que l'expérience historique qui est la nôtre, notre volonté d'union. C'est ce qui doit guider notre état d'esprit dans nos discussions avec nos interlocuteurs : refus de toute attitude hégémonique, respect de nos partenaires, mais aussi volonté de les convaincre de la justesse de nos propositions et défense résolue de ce que nous représentons.
Quant aux moyens de l'union, ils doivent bien sér être diversifiés pour s'adapter à la situation de chacun.
Des derniers mois, on peut tirer le bilan suivant :
Des accords électoraux ont été réussis et un dialogue politique se poursuit. Même si notre démarche a été à chaque étape discutée et approuvée quasi-unanimement par le Bureau National, je voudrais pour vous tous rendre les choses bien claires.
Quelle était ma vision de départ ?
Elle était de ne formuler aucune exclusive mais de tenir compte de la volonté des autres et de faire le constat de la différence des comportements. Ceux qui s'imaginent, ou qui, faute de s'imaginer, voudraient faire croire que nous aurions voulu, que j'aurais voulu en particulier, bâtir des accords de premier tour autour d'un pôle qui serait plus modéré par rapport à un pôle qui serait plus radical, se tromperaient, encore que je sois prêt à concéder qu'il y a deux ans de cela certains étaient plus « Radical » que moi. Je suis d'ailleurs convaincu qu'il n'y aura pas en face de nous de pôle de radicalité !
En fait, sans aucun a priori, je le répète, sans aucune exclusive, nous avons pragmatiquement tenu compte de ceux qui voulaient négocier avec nous des accords électoraux, et ceux-ci étaient le Parti Radical Socialiste, les Verts et, pendant un temps (du moins l'avons-nous cru), le Mouvement des Citoyens.
Nous avons donc renouvelé l'accord traditionnel avec le Parti Radical Socialiste, bâti (et c'est une « première » dans la vie politique française) un accord d'union original avec les Verts, la force essentielle désormais du mouvement écologiste, en acceptant l'apport de l'écologie politique à la pensée de gauche, laissé la porte ouverte à une discussion avec le Mouvement des Citoyens, accepté enfin le principe de candidature unique de la gauche et des écologistes face au Front National.
Je crois que vous conviendrez que nous avons fait des pas en avant effectifs sur la voie de l'unité, du moins si, comme moi, vous pensez que la politique n'est pas virtuelle mais réelle et que des avancées concrètes vers un objectif, quand il nous est commun (le rassemblement des forces de progrès), valent mieux que des

proclamations générales qui jamais ne s'incarnent.
Nous ne nous en sommes pour autant pas tenus là, et nous avons fait avancer le dialogue politique avec nos partenaires. Car, en effet, les accords électoraux n'épuisent pas la réalité, ni la perspective de l'union. Le dialogue politique se poursuit avec l'ensemble de nos partenaires potentiels.
Il s'est naturellement marqué dans les deux textes que nous avons respectivement signés avec P.R.S. et avec les Verts, mais il s'inscrit tout autant dans les discussions récentes que nous avons poursuivies avec le Parti communiste et d'autres mouvements de gauche.
Il est d'ailleurs intéressant que le débat se mène sur des questions jugées plus difficiles que d'autres. Je pense à l'Europe et à la monnaie unique. Cela prouve que nous ne cherchons pas à esquiver les problèmes, mais que nous voulons trouver des solutions, et cette démarche devrait être de nature à convaincre les Français du sérieux de nos démarches.
Ainsi, l'échange que j'ai noué avec Robert Hue au colloque organisé samedi dernier par Charles Fiterman avec le concours de certains d'entre nous, a permis au Parti communiste d'enregistrer mes inflexions, les infléchissements que nous entendons apporter à la construction européenne.
Ainsi, après l'ensemble des jeunesses Socialistes, social-démocrates ou travaillistes de l'ensemble de l'union qui elles, formellement, ont approuvé, ont fait leurs, dans leur dernier congrès international à Strasbourg, les quatre conditions proposées par les Socialistes français pour le passage à la monnaie unique, Robert Hue a-t-il pu marquer son intérêt, sinon son accord, pour les conditions que nous mettons pour le passage à l'Euro.
Certes, nous n'en sommes pas encore à un accord politique d'ensemble, ni sur la question européenne, ni sur les autres problèmes. Mais dans ce domaine comme dans d'autres, grâce à la méthode politique que nous avons choisie, grâce aussi à l'attitude qui est la nôtre vis-à-vis de nos partenaires, chacun sait jusqu'où nous sommes prêts à aller, et là où nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas aller.
Nous voulons rechercher des voies de rapprochement, mais nous ne voulons pas renoncer à nos convictions.
L'année 1997 devrait nous permettre d'être au cœur de la nécessaire démarche de rassemblement. Les questions stratégiques qui vont avec pourront être, elles l'ont déjà été, mais elles pourront être à nouveau abordées, d'abord au Bureau national, et si c'est souhaitable ou nécessaire, dans les conseils nationaux ou dans des conventions.
Pas de stratégie de rassemblement sans volonté d'alternance. C'est pourquoi - c'est mon dernier point - nous travaillons à offrir une alternative aux Français.
La droite au pouvoir s'efforce, depuis le début de cette année, de nous persuader que cela commence à aller mieux.
A partir de l'intervention systématique du Président de la République dans les médias autour de l'opération sans précédent, à ma connaissance, de médiatisation

télévisée du livre dit « intimiste » de notre Premier Ministre, une grande opération de communication a été lancée par le pouvoir sur le thème : « les choses vont mieux, notre politique est en train de réussir ».
Je nous suggère de n'en être point dupes. C'est au prix, en effet, d'un incroyable amalgame entre des indices, des bouts de sondages, des faits épars, des spéculations ou des projections sur des résultats économiques futurs que rien ne garantit, autour d'éléments qui n'ont souvent rien à voir entre eux et dont plusieurs ne sont en rien liés à l'action gouvernementale que l'on essaie de nous imposer l'idée que tout va mieux.
Qu'on en juge !
Parce que le dollar s'est apprécié, que les taux d'intérêt ont baissé, que la popularité - je devrais dire l'impopularité - de l'exécutif a quelque peu, mais très peu, bougé, que le chômage énorme a baissé sur un mois, que le moral des français, très bas, a monté de deux points, alors les choses changeraient en faveur du pouvoir !
Rien de tout cela n'est sérieux, et je crois personnellement que cette opération fera long feu.
C'est pourquoi, d'ailleurs, le pouvoir déploie une autre contre-offensive. Le gouvernement, faute d'agir avec efficacité, ce qui devrait être le rôle et le mandat d'un gouvernement que d'agir et non point seulement de parler, reprend la litanie des promesses ou des purs effets d'annonce qui ont caractérisé la campagne présidentielle.
Le dispositif pourtant mort-né sous nos yeux des stages diplômants, le battage organisé autour du sommet, lundi, sur l'emploi des jeunes aussi creux, on le voit déjà, que celui de juin 1996 qui n'a rien donné, la énième annonce du Ministre de l'éducation Nationale après quatre ans d'immobilisme sur la réforme de l'université, tout cela relève de la m me méthode. Je crois les Français suffisamment lucides pour ne pas prendre pour argent comptant, et c'est le cas de le dire, les déclarations d'intention sans lendemain.
Depuis la campagne présidentielle, nos candidats sont vaccinés contre les promesses du pouvoir car, en réalité, malgré cette opération, rien ne change.
Si l'on regarde les grands axes de la politique gouvernementale, les véritables résultats de son action, nous n'avons pas de raison de croire à la « théorie du frémissement ».
Les opérations de privatisation se poursuivent, y compris contre les services publics, même si certaines ont été jusqu'ici contenues comme à Thomson ou au Crédit Foncier.
La politique de compression systématique des salaires est toujours là, comme le montrent les discussions avec les fonctionnaires.
Les projets de loi d'intimidation contre les immigrés et de manipulation des craintes de l'opinion se mettent en place, avec, en outre, des pratiques scandaleuses telle que cette expulsion, hier, d'un Tunisien en situation régulière parce qu'il était atteint du sida. Je proteste contre cette décision. (Applaudissements)

Les inégalités continuent à se creuser dans notre pays, et le chômage va malheureusement atteindre des records en 1997.
L'imprudente et improductive politique d'intégration de la France dans l'OTAN, en rupture avec la spécificité de la position stratégique de la France depuis plus de trente ans, au rebours d'une politique de sécurité commune définie de façon autonome par l'Europe, afin de poser clairement les rapports nouveaux de l'union européenne avec la puissance américaine aujourd'hui si tentée par l'hégémonisme, tout cela se poursuit dans l'improvisation et en plus sans succès.
Le poids du pouvoir politique, et précisément du RPR si menacé dans ses errements parisiens, vient de se manifester avec éclat. Il y a quelques jours, plusieurs centaines de juges européens ont repris à leur compte un appel lancé il y a quelques mois par certains des leurs pour l'indépendance de la justice, contre la corruption et les tentatives d'étouffement des affaires.
Cet appel, je l'avais personnellement salué dans une interview à un hebdomadaire. Il paraît que c'était ou que c'est une interpellation du politique, mais ces juges ne devraient-ils pas pour autant s'adresser à leur haute hiérarchie judiciaire qui vient d'ouvrir en France la voie à la justification économique de l'abus de biens sociaux.
(Applaudissements)
Ainsi, corrompre ne serait plus corrompre si c'est dans l'intérêt de l'entreprise ? Tout le monde ne sait-il pas que cela pourrait conduire, si les juges du rang n'y veillent point, à enterrer un certain nombre d'affaires qui concernent les partis au pouvoir ? Cela ne doit pas être. Nous y veillerons par la loi, si nous revenons aux responsabilités.
(Applaudissements)
Alors oui, l'exigence d'une autre politique subsiste. Ce n'est pas un hasard, chers camarades, si les grandes questions qui sont en débat aujourd'hui dans notre pays viennent de nos programmes, ou résultent de nos interventions dans la vie publique. La question de la diminution de la durée du temps de travail, celle de l'indépendance de la justice, le thème de l'emploi des jeunes, la réforme de l'université, la situation en Algérie, tous ces sujets ignorés ou traités de haut par le pouvoir de droite reviennent en force parce que nous sommes là.
A nous de passer, dans l'année en cours, de la sensibilisation de l'opinion à nos thèmes à l'adhésion des Français à nos propositions.
Bien sûr, cela exige un travail intellectuel et technique. Il est en cours sous l'impulsion de Pierre Moscovici, des secrétaires nationaux et des délégués nationaux du Parti.
Nos commissions, les groupes de travail particuliers commencent à affiner, à préciser, à chiffrer, à valider nos propositions, notamment économiques et sociales. Nous en ferons une synthèse à la fois forte et accessible pour notre programme de gouvernement.
Mais l'enjeu est d'abord politique. Nous devons partir des problèmes réels tels que les vivent les gens, de ces situations inacceptables qu'ils ne veulent plus subir.

Nous devons ressentir et exprimer les aspirations au changement, prendre nos distances par rapport à la façon d'agir de la droite, marquer clairement nos différences avec elle.
Nous devons désarmer ces observateurs et ces critiques par l'argumentation, qui pleurent, qui clament que la gauche et la droite ne se distinguent plus, qui disent qu'il faut du souffle et du rêve, mais qui tirent dès que l'on bouge dans le domaine des propositions prenant tout d'un coup des airs de notaires sourcilleux jouant aux experts en économie alors qu'ils ne font que répéter ce que dit le voisin.
Il faut vaincre la peur que les Français ont d'être déçus avec nous et donc la tentation qu'ils ont de se résigner à l'insatisfaction que leur procure le pouvoir d'aujourd'hui. Il faut à la fois entraîner et rassurer, exercice difficile mais nécessaire.
Les candidats et les candidates de valeur actifs sur le terrain, une stratégie de rassemblement renouvelée, un programme bien cadré, et surtout une démarche civique et politique qui aille à la rencontre le mieux possible des attentes aujourd'hui si contradictoires des Français, voilà ce que nous devons réunir dans cette année 1997 où les Françaises et les Français vont mûrir leur décision.
Si nous parvenons à bien lier ensemble ces ingrédients humains et politiques, au cours de cette année, nous pourrons aborder avec confiance et en tout cas sereinement le rendez-vous de 1998.
(Vifs applaudissements)

Le président- Nous allons ouvrir le débat général. J'ai 12 inscrits dans le débat général. Nous allons ce matin travailler jusqu'à 13 heures. Je vais donner la parole à Régis Passerieux puis à Henri Emmanuelli, puis à Sylvie Guillaume.
Je vous demande d'être mesurés dans l'ampleur de vos propos ce qui n'en diminuera pas l'intérêt.

Régis Passerieux

Chers camarades, nous sommes en train d'accomplir un processus de ratification mais, comme vient de le souligner Lionel Jospin à la fin de son intervention, nous avons une démarche de sens. Notre convention, à l'orée d'une campagne électorale qui commence exceptionnellement tôt, par le nouveau calendrier produit des Lois de finances électorales ne peut être le début d'une campagne technique après la validation d'une ratification technique.
Si je crois sincèrement qu'aujourd'hui la dynamique positive du Parti est reconnue par l'ensemble des militants, l'ensemble de l'opinion et l'ensemble des commentateurs, tant sur le plan de l'organisation interne, de l'unité de la Direction, de la remobilisation des militants que du contenu même du travail collectif que nous avons réalisé...

Le président.- Mes camarades, je vous rappelle que vous tes en convention. Donc,

Fondation Jean Jaurès

écoutez les camarades qui s'expriment !

Régis Passerieux - Donc, si vous avons tous ces éléments positifs, on sent bien qu'il reste et qu'il flotte un tout petit sentiment qui est notre défi d'aujourd'hui, au seuil de cette campagne d'incomplétude qui existe encore au fond de nos Fédérations et sur le terrain de la campagne que nous allons dans quelques heures ou quelques jours retrouver collectivement.
Comment à la fois capitaliser, développer, rebondir sur ce capital positif considérable de travail accompli depuis un an et demi avec l'étape essentielle d'un renouvellement profond des candidatures ?
Je tiens aussi à saluer le travail exceptionnel que Daniel Vaillant a réalisé au sein de la Commission électorale et toute l'équipe qui l'entoure.
Comment allons-nous transformer ce capital véritablement en brisant les quelques retenues qui existent çà et là ?
Il y a deux raisons principales à ce qu'il peut rester aujourd'hui de freins, de réserves, de craintes vis à vis des Socialistes et de leur politique future :
La première raison est que nous devons nous poser ensemble, en n'attendant pas de toi, cher Lionel, toute la volonté, comme un mouvement collectif derrière le sillage que tu dégages. Il y a deux points principaux qu'il nous faut à tout prix analyser et qui doivent aboutir à déverrouiller les derniers blocages que nous pourrions rencontrer : d'abord, le contenu de nos programmes.
Nous avons travaillé avec force, avec l'envie de trouver des solutions nouvelles mais il va nous falloir quand m me nous appuyer sur deux lignes-forces, encore plus nettement dans les jours et les mois qui viennent.
Nous l'avons dit, nous avons voulu être simples mais il nous manque deux points d'appui, de clarté : la justice sociale, à travers des principes et des valeurs notamment celle de progressivité. J'ai vu Pierre Moscovici défendre celle-ci à propos de la CSG et se trouver face au Ministre de l'Economie et des Finances lui disant « mais nous sommes en train de le faire ! ». Or, il est clair que ces questions, ces interrogations ne manqueront pas de se poser pendant la campagne. Je pense donc que les principes de progressivité de justice qui sont dans notre programme, il faut arriver à les incarner en tant que valeurs au-delà des débats techniques, en ne nous laissant pas piéger par ceux-ci.
Une deuxième ligne de force qui est dans notre programme, m me si tout ne s'est pas exprimé et nous l'avons regretté dans le débat sur le contenu des conventions, y compris de la part de ceux qui avaient quelques réserves, qui l'ont dit ensuite dans les couloirs, je crois qu'il y a dans le programme toute une vision de la société innovante, la vision d'un nouvel modèle de société autour de la formation, du lien entre le travail, les 35 heures, le temps de loisirs, le droit à la seconde chance, une modernité dans notre programme que nous avions, nous, essayé de synthétiser, de cristalliser dans l'idée d'un contrat de société dans un amendement à la 3ème Convention, qui se retrouve à travers l'accord avec les Verts avec des thèmes qui se

rallient à un besoin de modernité.
La justice est présente comme thème de la modernité dans cette convention mais il faudrait s'appuyer sur ces lignes-forces et plus profondément les retrouver à travers quelques mesures symboles ou quelques affirmations-clés dans les temps qui viennent, sans reculer sur les propositions que nous avons réalisées et appuyées, sans reculer d'un iota car je pense que les gens n'attendent pas que nous allions vers les élections avec simplement quelques viatiques et je pense que la barque n'est pas du tout trop chargée. Donc, il ne faut pas avoir peur, au contraire, d'y mettre encore plus de souffle et encore plus de choses.
La deuxième raison, et elle est fondamentale et c'est sur celle-ci que je voudrais terminer, explique encore ce petit sentiment d'incomplétude : je crois que nous devons ne pas trop brider notre enthousiasme collectif.
Nous avons, avec raison, parce qu'il y avait le bilan de 1993, vécu ou exprimé notre discours politique avec une certaine retenue, avec la volonté d'être réservés, avec la volonté d'être politiquement modestes comme on dit.
Par souci d'unité, comme nous n'avons pas trop voulu libérer notre débat interne, y compris sous la forme de propositions qui aillent trop loin, notre Parti a pu apparaître studieux, bon élève, mais de là à la critique de l'immobilisme, qui n'est pas du tout dans le contenu de notre action, de notre programme et de nos conventions, il y a un pas que certains essaieront de franchir en nous renvoyant précisément à l'immobilisme et à l'archaïsme.
Je ne doute pas qu'une politique des petits pas puisse réussir à la fois à gagner les élections et, demain, à gérer dans la durée, mais je crois qu'elle ne répondrait pas dans la tonalité, dans la manière de s'exprimer, dans la manière d'affirmer, à la densité des attentes, au besoin de bouleversement, à la soif d'avenir de la société française.
Prenons garde que le réalisme de gauche ne bascule pas dans un hyper-réalisme qui nous déconnecterait des attentes très vivantes de la population française et très modernes de cette population.
Entre le réalisme de gauche, étape nécessaire en termes de discours, de crédibilité, de caution morale par rapport à l'avenir, et le vrai changement, il faut clarifier et aller maintenant dans le sens de la campagne plutôt vers l'idée du vrai changement, autour de nos propositions sur l'Europe, sur les jeunes, sur les 35 heures. A travers nos alliances et notamment nos alliances avec les écologistes, à travers nos propositions européennes, nous en avons les moyens, au nom du combat électoral. L'heure est venue de sortir du devoir de grisaille. Ce devoir était nécessaire, il ne l'est plus maintenant. Nous n'avons pas à donner aux Français le sentiment qu'ils doivent être punis, comme chaque discours ou chaque action du Gouvernement le laisse présager. Nous devons au contraire vibrer avec la société.
J'ai été très heureux, Lionel, que tu termines ton discours en annonçant qu'il nous faut partir de l'exigence d'une autre politique, assumer la transgression à travers les éléments de notre programme d'une politique et d'une pensée unique, la vivre

jusqu'au bout, partir des gens pour confronter leurs idées et leurs souffrances avec les experts et non partir des experts pour aller vers les gens. En quelque sorte se donner pour mission d'être d'abord y compris face à l'Europe et face aux difficultés économiques sur le terrain, avec eux.
A mon avis, cela nécessiterait, et je voudrais terminer sur cette proposition, une organisation de la campagne électorale sur laquelle nous devrions réfléchir de façon différente de la manière traditionnelle d'aborder les élections parce que la démocratie évolue, parce que la vie politique évolue, parce que la situation l'exige. Ne pas seulement envoyer, compléter, achever notre programme sur des thèmes aussi importants que la sécurité, ne pas adresser seulement des argumentaires et des viatiques à nos candidats, mais tenter, en profitant de la dynamique des Régionales et des Législatives, de provoquer un vaste mouvement d'écoute de la société de la part de nos candidats sur le terrain, et d'organiser une sorte de montée en puissance de ce mouvement d'écoute à travers une campagne qui commence tout de suite sur la société, qui ne se limite pas à des meetings mais qui « accouche » en quelque sorte de la vérité et des souffrances de la société pour transformer la capacité d'aliénation de la société en capacité politique positive.
La Direction et Lionel Jospin doivent aller à la rencontre, dans les mois qui viennent, d'un mouvement que nous, candidats, serons capables de mobiliser à travers des écoutes multipliées avec une rencontre entre le sommet du Parti et la base. La politique change, nos méthodes doivent aussi changer. La France n'attend pas des Socialistes une campagne politique classique. Elle attend d'eux un devoir d'enthousiasme et un élan d'enthousiasme puisque nous avons fait le renouvellement parmi les femmes de ce Parti, portons-le aussi dans l'enthousiasme et les méthodes de cette campagne électorale. Si elle est différente, l'action du Gouvernement le sera, elle aussi.
(Applaudissements).

Le président - Merci à Régis.
J'indique que la Commission électorale se réunit au 1er étage actuellement. Les Fédérations suivantes ont demandé à être entendues, je donne le numéro du Département : 4, 13, 17, 38, 80, 83.
Si d'autres souhaitent être entendues, elles le font savoir à Jacques Salvator.
La parole est à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, le débat continue et nous allons essayer de l'animer.
Je crois, comme l'a dit Lionel, que nous avons quelque raison d'être satisfaits. Nous savons tous que le passage obligé de l'épreuve des investitures est toujours un passage difficile pour une grande formation politique. Or, non seulement ce moment délicat est désormais, je dirai, pratiquement derrière nous, pas tout à fait mais il ne manque pas grand chose, mais, de surcroît et selon le vœu de la Direction

du Parti et de notre Conseil national, un effort considérable et sans précédent a été fait pour améliorer sensiblement la représentation des femmes dans la vie publique française qui, de ce point de vue, continue à accuser un retard inacceptable.
Certes, il reste à faire, mais chacune et chacun conviendra que l'exercice était ambitieux et difficile et que les résultats que nous allons concrétiser aujourd'hui constituent une avancée réelle dans la pratique politique de notre pays.
Enfin, autre motif de satisfaction, cette étape s'inscrit dans un large processus de rassemblement de la gauche. Qu'il s'agisse des Verts ou des Radicaux Socialistes, les accords passés, leur formalisation, aussi bien par la signature de textes communs que par la réalisation de protocoles électoraux dont les contraintes sont d'ailleurs venues s'ajouter à celles que nous nous étions fixées à nous-mêmes, ce qui ne simplifiait pas l'exercice, représentent sur le plan stratégique une orientation porteuse de force et d'espérance.
Je ne doute pas que les efforts constants et transparents, parce que publics, déployés en direction de la gauche tout entière ne soient couronnés de succès, m me si nous le savons les modalités de ce rassemblement aussi bien que son contenu n'ont pas forcément vocation à reproduire les situations que nous avons connues par le passé.
Pour tout cela, il faut remercier celles et ceux qui n'ont pas ménagé leurs efforts et leur travail pour en arriver là.
J'entends bien qu'ici ou là on pose la question de l'éventualité de la nécessité d'un accord de gouvernement avec l'ensemble des forces de gauche et notamment avec le Parti Communiste.
Et personnellement, vous l'imaginez, je n'y serais pas opposé, mais il ne faudrait pas que cette éventualité, qui implique -il faut quand m me le rappeler- des volontés communes et convergentes et non pas une décision unilatérale, transforme un objectif souhaitable en pierre d'achoppement, un processus possible en impasse.
De m me qu'en d'autres temps l'épreuve des faits a prouvé qu'il valait mieux créer le mouvement et miser sur la dynamique de ce mouvement plutôt que de rechercher des clarifications idéologiques ou des accords programmatiques à priori, de m me je pense faut-il aujourd'hui ouvrir le dialogue, comme cela a déjà été largement fait, et rechercher le mouvement vers le rassemblement, en créant les conditions d'actions communes plutôt que de vouloir à toute force élaborer en préambule un programme de gouvernement qui, à ma connaissance, n'est pas à l'ordre du jour chez certains de nos éventuels partenaires.
Or, Mes Chers Camarades -et c'est la véritable raison de cette brève intervention- rarement dans l'histoire l'actualité politique n'aura été aussi favorable, ou si l'on préfère n'aura exigé avec autant de force et d'urgence la nécessité d'une réponse et d'une action communes que celle qui s'impose face à l'offensive multiformes et généralisée que la droite a lancée sur le thème de la flexibilité.
Il n'échappe à personne, et il ne doit échapper à personne, que cette offensive est pour la droite, pour le capitalisme financier -habilement rebaptisé libéralisme économique- l'unique et décisive bataille que ce système doit mener et gagner pour

imposer sans partage sa vision des relations humaines, sa conception de l'organisation sociale.
Je dis ultime parce qu'avant de pouvoir mener cette bataille, la justifier, la rendre possible, voire souhaitable aux yeux de certains, il fallait d'abord avoir mené et gagné d'autres batailles, celle de la dérégulation des marchés des biens et des services, celle de la dérégulation des marchés de capitaux, celle de la dérégulation de la libre circulation des uns et des autres, mais aussi du savoir-faire ; je dis décisive parce que pour l'emporter définitivement, pour tirer tout le bénéfice des victoires antérieures et ne pas les voir remises en cause à tout instant, il est impératif pour ce capitalisme financier, pour ce pseudo-libéralisme, de réussir à déréguler le marché du travail, de la ressource humaine. Il lui faut réussir à subordonner définitivement les salaires aux profits, ou si l'on préfère, pour ne pas écorcher les oreilles ou les consciences, le coût de la main d'œuvre à la rentabilité, comme on dit aujourd'hui.
Il lui faut effacer sur le plan politique la problématique du partage entre salaires et profits que les Socialistes ont introduite, il lui faut assurer de manière incontestable la prééminence du capital sur le travail, parce que s'il n'y parvenait pas -et il le sait- rien ne sera définitivement joué et ceci d'autant plus que sur d'autres continents les m mes causes produisant les mêmes effets -ce qui plaide d'ailleurs pour l'universalité de l'homme- les hommes se rebiffent, se révoltent, en contestant la logique de cette prééminence comme ils le font aujourd'hui en Corée.
Croyez-moi, Mes Chers Camarades, dans la flexibilité -ce mot que le Président de la République n'aime pas, sans préciser pour autant d'ailleurs si à défaut du mot il n'aime pas la chose- ce ne sont pas les nouvelles formes d'organisation du travail qui intéressent la droite, comme elles peuvent et doivent nous intéresser, non ! c'est uniquement la ligne de partage entre salaires et profits dont le déplacement en faveur de ce dernier implique, nécessite une précarisation grandissante du salariat.
Là est l'unique objectif, là est aussi le principal critère à la lumière duquel nous devons faire nos choix et pour ne citer qu'un exemple, Mes Chers Camarades, sur un sujet qui est au cœur de l'actualité je dirai que la loi de Robien est sans doute condamnable, parce que condamnée à faire imploser les finances publiques, mais j'ajouterai immédiatement et surtout en tant que Socialiste qu'en aucun cas elle ne peut être considérée comme allant dans le bon sens, puisqu'à la fin des fins elle aboutit à un déplacement de cette ligne de partage entre les salaires et les profits au bénéfice des profits et au détriment des salaires.
(Applaudissements).
Je pourrais citer d'autres exemples, apparemment complexe, comme on dit, et qui s'éclairent tout à fait et qui deviennent simples dès lors qu'on leur applique ce critère de choix, un critère de choix que notre camarade Jean Poperen n'a jamais négligé pour sa part et en faisant cette intervention aujourd'hui je pense comme toi tout à l'heure, Lionel, très fort à lui, et je me dis que peut-être, s'il m'entend quelque part, ce que je suis en train de raconter ne lui fait pas trop de peine.

Mes Chers Camarades, je pense que si nous voulons remporter la victoire en 1998 il ne faut pas se limiter, même si c'est très important, au terrain programmatique mais qu'il nous faut mener sans tarder et avec vigueur ce combat essentiel contre la dérégulation du marché du travail, c'est-à-dire riposter à cette offensive menée par la droite avec les trois gouverneurs de banques centrales en t te, car croyez-moi, ce n'est pas un hasard si Monsieur Trichet d'abord, Monsieur Tidmayer ensuite, et Monsieur le Gouverneur de l'Institut Monétaire Européen ont tour à tour découvert que les taux d'intérêts ayant baissé il restait maintenant à mener la bataille de la flexibilité, parce que, Mes Chers Camarades, au cas où cela échapperait à certains d'entre nous, quand on veut se payer des monnaies fortes, mieux vaut avoir des salaires faibles, et eux ne s'y trompent pas, et s'ils font aujourd'hui de la flexibilité la principale tâche à accomplir, c'est parce qu'ils savent bien qu'en définitive toute leur politique économique, toute leur politique monétaire et quelque part l'ensemble de leur organisation des relations sociales, est liée à ce problème là.
Je conclus donc en disant qu'il est de nature, ce problème, ce combat, à donner à notre action, à la vie politique, le souffle et l'ampleur qui parfois lui font défaut, la clarté qui souvent lui manque, et le sens que nous appelons tous de nos vœux ; qu'il est plus que tout autre, ce combat, susceptible de rassembler la gauche tout entière et d'être le creuset idéal pour susciter un front progressiste qui sera la meilleure réponse au Front National plutôt que je ne sais quel front républicain, auquel d'ailleurs nous n'avons jamais adhéré, mais dont l'existence de fait nous met parfois en difficulté dans nos explications, ce qui implique que soit tranchée au plus vite -et Lionel y a fait allusion tout à l'heure, et je m'en félicite, dans un sens positif- la question des candidatures uniques de la gauche dans un certain nombre de circonscriptions menacées par le fascisme rampant de ce Front National qui risque fort de conquérir une quatrième ville dans ce pays.
Je crois enfin qu'il est de nature à donner toute sa signification et toute son homogénéité et sa force au mouvement social qui nous donne hératiquement, spontanément, l'exemple de la résistance et de la combativité en lui permettant de s'inscrire dans un mouvement d'ensemble, c'est pourquoi, Mon Cher Lionel, je souhaiterais que notre Parti -et nous avons déjà eu cet échange au Bureau National, qui me semble-t-il ne t'a pas laissé indifférent- que notre Premier Secrétaire, prennent l'initiative de jeter rapidement les bases de cette riposte et de ce combat en recherchant les modalités d'une action commune de toutes les forces de progrès pour contrer cette offensive de la droite et mener ce combat auquel, j'en suis certain, nos militants participeront avec passion, m me si je l'imagine bien aujourd'hui ils ont la t te quelque peu ailleurs. Merci. (Vifs applaudissements).

Michel Delebarre - La parole est à Sylvie Guillaume, qui sera suivie de Jean-Luc Mélenchon.

Sylvie Guillaume.

Eh bien voilà ! Nous y sommes finalement parvenus, n'en déplaise aux oiseaux de mauvaise augure, les Socialistes ont réussi ce qui doit être salué comme une véritable révolution, non seulement dans la vie interne de notre formation politique mais également pour la vie politique française tout court : nous allons ratifier aujourd'hui nos candidats et candidates dans 555 circonscriptions métropolitaines et, sous réserve de certaines confirmations qui nous parviendront avec la Commission, près de 140 femmes Socialistes seront candidates.

Nos partenaires, qui ont été dément et précocement prévenus des dispositifs qui étaient les nôtres n'ont pas été en reste pour les atteindre, comment imaginer en effet que les Socialistes ayant fixé ainsi la barre aussi haut, ceux qui les rejoignent dans une dynamique politique s'en éloignent dans l'un des moyens qui permettent de le traduire éléctoralement ?

Sous réserve de quelques finalisations avec nos partenaires le Parti Radical Socialiste et les Verts n'auront finalement supprimé que peu de circonscriptions que nous avions réservées pour des femmes, ils auront permis de conserver ces réservations sur beaucoup de circonscriptions et ils auront aussi permis de présenter des femmes à certains endroits où nous ne pensions pas, nous, réserver.

Bien évidemment ces candidats des Verts, ces candidates des Verts et du Parti Radical Socialiste vont s'ajouter aux quelques 140 femmes Socialistes, il y aura peut-être encore un certain nombre de surprises à attendre, bonnes, de la part de nos partenaires, et nous atteindrons donc au final cet objectif que nous nous étions fixé de présenter 30% de femmes dans ces candidatures sur des circonscriptions métropolitaines, et je crois qu'il faut que nous nous en félicitions.

Evidemment, pour ce qui concerne les premiers ou premières des Socialistes au sein des élections sénatoriales et régionales, la donne est encore un petit peu insuffisante puisque, si mes calculs sont exacts, j'ai dénombré deux femmes premières Socialistes en sénatoriales et neuf, peut-être dix, premières Socialistes en régionales. C'est déjà un progrès, mais de ce point de vue là je crois qu'il faudra que nous soyons un peu plus attentifs, notamment dans la composition des listes -j'y reviendrai tout à l'heure- pourtant, au final, des nombres restent des nombres, ils ont certes une valeur emblématique forte, mais ils traduisent -en tous cas ceux que nous présentons aujourd'hui- une volonté politique que nous avons voulu mettre en œuvre pour les atteindre.

Cette volonté politique a bien entendu été présente d'abord à la Convention d'octobre 1995, pour ce qui concerne l'aspect statutaire, elle l'a été au sein de la Convention sur les acteurs de la démocratie, pour ce qui concerne la philosophie générale du projet, elle l'est enfin dans cette Convention de ratification pour ce qui est des perspectives électorales, et ces trois étapes ainsi posées font un peu l'effet d'un long fleuve tranquille pour la présence des femmes dans ces désignations.

Chacun sait que ce long fleuve tranquille était pourtant largement parsemé

d'embûches. Parmi celles-ci bien sûr il existait notre capacité à nous convaincre chez nous que la présence des femmes dans la vie politique est un enjeu politique et électoral capital. Cette conviction a beaucoup progressé chez nous, je souhaite qu'elle progresse encore.
Mais constater une nécessité ne veut pas obligatoirement dire que l'on se donne les moyens de la mettre en œuvre, c'est pourquoi une autre des difficultés était de passer à l'acte, cela aussi nous l'avons fait en réservant des circonscriptions et en permettant ainsi que des femmes se présentent aux suffrages de nos camarades qui désignent nos candidats, présentation de ces femmes aux suffrages de leurs camarades dans des conditions certes aménagées, mais bien comprises.
Les Socialistes ont donc joué le jeu, enfin la presque totalité d'entre eux, de très rares, de rares circonscriptions réservées ne trouveront pas de femmes et les raisons, bien sûr, en sont diverses, dont il ne faut pas conclure que la mauvaise volonté soit la seule en cause, elle existe quelquefois.
Nous ne pouvons pas être aveugles sur un autre fait, celui que les femmes sont insuffisamment présentes dans les partis politiques, c'est valable pour nous et c'est valable pour tous les autres, l'attraction que le Parti Socialiste pourra déclencher sur ces propositions doit certes le conduire à enregistrer une adhésion des françaises et des français sur son projet, mais du point de vue de l'émergence de nouvelles générations de militants et d'élus il lui reste à offrir, à ceux qui le souhaitent, bien évidemment, la possibilité de trouver toute leur place.
C'est pourquoi il nous faut poursuivre notre stratégie de mise en perspective des femmes par l'implantation et la prise de responsabilités locales qui en appelleront d'autres. L'un des moyens de cette implantation, nous le savons bien, est que les scrutins de liste leur réservent le meilleur accueil, et vous savez que sur ce sujet nos positions sont claires, le meilleur accueil c'est 50% de femmes du début à la fin des listes, c'est ainsi que nous parviendrons à faire émerger plus naturellement des femmes pour les prochaines échéances électorales.
La presse nous gratifie d'articles nombreux sur les femmes Socialistes dans les élections, de temps en temps elle mélange un peu les genres, puisque dans un hebdomadaire dans le m me numéro consacre deux fois moins de pages à notre « révolution interne » qu'aux 100 idées pas vraiment nouvelles pour pimenter nos couples à la Saint-Valentin. Je ne crois pas au hasard de cette présentation qui témoigne de certains réflexes un peu archaïques, mais après tout chacun fera de ces articles, de l'un ou de l'autre, le meilleur usage.
D'autres commentaires de presse, sans être bêtement élogieux, reconnaissent à sa juste mesure, je cite là encore, « notre envolée anti-sexiste », ils rappellent les obstacles, ils n'hésitent pas à stigmatiser quelques comportements, voire recherchent des failles, mais au final ils permettent de faire savoir, et très largement, aux français que le Parti Socialiste sait réaliser ce qu'il prévoit de faire.
Mon regret, bien sûr, est que ne soit pas exprimée plus clairement, à la fois au travers de ces articles et au sein de notre Parti, notre analyse globale sur la situation

des femmes dans la vie économique et sociale, celle-ci, vous le savez, se dégrade considérablement sous l'effet des lois et des mesures édictées par la majorité actuelle pour ce qui concerne l'emploi ou les droits acquis.
Ne citons que deux exemples :
Pour les futures campagnes électorales, les candidates et les candidats ne doivent pas hésiter à être porteurs de ces analyses vis-à-vis des difficultés des femmes. Elles ne concernent pas seulement 53% du corps électoral, ce qui après tout ne serait déjà pas si mal.
Elles concernent plus largement tous nos concitoyens.
Je veux conclure rapidement en félicitant Lionel Jospin, Michel Vaillant, ainsi que tous ceux qui se sont mobilisés en faveur de la présence des femmes Socialistes au sein de notre Parti.
Elles ont su additionner à la fois conviction et efficacité.
Je voudrais vous remercier tous d'avoir contribué à faire éclater ce que l'on appelle le plafond des Verts.

Le président - La Fédération du Bas-Rhin doit se présenter devant la Commission électorale au premier étage.
La parole est à Ahmed Gayet.

Ahmed Gayet

Je serai bref et je l'espère convaincant.
Il est temps de favoriser l'émergence en politique d'une nouvelle génération d'hommes et de femmes. Le mot génération étant compris ici en termes de tranches d'âge bien sûr, mais aussi en termes d'éthique, de comportement, de rapport avec les militants, de rapport avec la société civile.
Les mots de rénovation et de transparence, employés par Michel Vaillant, ont un sens et l'œuvre entreprise par le Premier Secrétaire, en matière de parité Hommes/Femmes, indique ce sens.
S'il est une autre démarche d'ampleur, d'avenir à entreprendre, il s'agit bien de celle qui consiste à donner une place à la jeunesse. Si l'on se penche sur la composition de notre Parti en profondeur, on constate le déficit de présence dans nos rangs de la tranche d'âge des trentenaires largement sous-représentée.
Grâce au MJS, les jeunes, ceux de 20-25 ans, reprennent goût à la politique. Ils s'investissent et la contribution de ces jeunes Socialistes à notre renouveau est essentielle.
Parmi ces jeunes , un certain nombre d'eux sortent du carcan de la diabolisation de la politique pour s'engager eux aussi.
Mes derniers déplacements ont montré cette façon flagrante à Bourg-en-Bresse, à Saint-Dizier, pour eux, de se manifester en nombre dans l'organisation des débats ainsi que dans la mobilisation sur le terrain, la participation, les propositions.
Faire de la politique autrement implique aussi une ambitieuse conception de

Fondation Jean-Jaurès

l'intégration de ces jeunes dans nos rangs.
Pour continuer mon propos, je vous dirai que dans ces déplacements mais aussi au sein de la Commission « intégration citoyenne » où l'apport de ces jeunes a été primordial et pourrait prochainement juger de la qualité du travail et j'ai été amené à constater leur volonté mais aussi leurs attentes.
Alors ils sont pris en otages par un Front National qui arme des bras racistes et qui risque d'emporter une quatrième victoire, et un gouvernement qui s'excuse d'être malade et qui revient sur un rapport essentiel.
La carte de séjour de dix ans, renouvelable, automatiquement, dépend de la place que notre Pari est prêt à leur faire en son sein.
Mes chers camarades, des élections se profilent. Elles doivent représenter une occasion pour nous de montrer la compréhension que nous avons de cet enjeu.
De l'espace que nous saurons donner aux jeunes, aux jeunes issus de l'immigration en particulier, en notre sein, sur nos listes, dépend notre crédibilité à leur égard mais aussi le signe que nous saurons montrer de l'emprise que nous avons sur l'évolution de notre société.
Les régionales doivent être le moment choisi pour adresser ce signe. A Carcassonne, à Bourg-en-Bresse, à Albi, à Dreux, à Saint-Dizier, ailleurs, de jeunes acteurs de terrain issus de ces quartiers sont prêts déjà, parmi nous. Ils militent, ils drainent de nombreux autres jeunes derrière eux.
Ils représentent une sensibilité. Ils aident d'autres militants à retrouver le chemin des cités.
Soyons ce Parti qui saura faire leur place à ces jeunes.
Notre rénovation mais aussi notre relève militante passe par u e telle entreprise. Sachons nationalement et localement l'impulser.
(Applaudissements).

Le président - Merci. La parole est à Jean-Luc Melenchon,

Jean-Luc Melenchon

Merci, mes camarades, de me laisser espérer gagner la bataille des idées contre le mouvement de l'estomac.
Bref, nous avons 577 candidats désignés parmi nos militants et nous en sommes contents.
Si j'en crois la rumeur qui est souvent presque aussi forte que la presse, il y a bien déjà 800 ministrables.
Je le dis parce que je crois que le moment est venu de souligner qu'il ne faudrait pas s'installer dans le sentiment de la victoire acquise m me pas défaut, en espérant que les autres soient assez nuls, pour qu'ils viennent à s'effondrer d'eux mêmes.
Il ne faut pas non plus avoir le sentiment que cette élection serait une élection comme les autres du moins pour ce qui concerne l'histoire longue de notre République et de notre pays. Tel est fait le calendrier qu'entre 1998 et l'an 2000, se

concentrent sur ces trois années l'essentiel des des questions pour lesquelles se joue l'identité d'une nation et la forme républicaine de notre vie en commun.
Fin de la CGI, nouvelle Institution, passage à la monnaie unique, crise sociale, tout cela fera que les nouveaux gouvernements auront des comptes à présenter au pays dès qu'ils s'installeront.
Crise politique parce que la droite parlementaire s'effondre sur elle-m me et est talonnée en compétition pour la Direction effective du camp conservateur avec le Front National.
Crise nationale parce qu'au sortir de cette CIG, si le passage à la monnaie unique se fait dans les conditions dans lesquelles il est prévu aujourd'hui, la France ne sera plus tout à fait la France et les Français ne seront plus tout à fait comme ils étaient auparavant, des citoyens unis dans une m me communauté légale.
Ils seront placés sous le Gouvernement irresponsable au sens littérale d'une Banque Centrale que ne contrôlera aucun pouvoir citoyen.
Dans cette compétition, la France, à mes yeux, dispose de deux atouts. Ce sont eux qui sont au cœur des questions stratégiques d'Union des Rassemblements que nous devons nous poser.
Le premier de ces atouts, concerne la réorganisation et le second la forme républicaine de son fonctionnement.
A ce sujet, et du point de vue de ces deux atouts, nous avons des signes contradictoires et c'est le doute qui l'emporte à cette heure sur ce que sera l'avenir.
Des signes contradictoires d'un côté, des manifestations évidentes d'une grande combativité : des travailleurs pour défendre leur entreprise, pour faire valoir leurs droits, pour défendre leurs acquis sociaux, mais en m me temps, d'un autre côté, et vous le savez tous, beaucoup d'hésitations.
En m me temps la politique qui passe et qui finira par changer la nature des relations sociales dans le pays, le temps passant, installera aussi de nouvelles relations.
Enfin on ne peut pas ne pas voir que la réforme de la sécurité sociale, moins les régimes particuliers des retraites, la réforme de la sécurité sociale est passée. On ne peut pas ne pas voir que France Télécom est entrée dans la voie de la privatisation et que son personnel a peur.
On ne peut pas ne pas voir que la SNCF est partagée, comme vous le savez, et est en marche vers la privatisation.
On ne peut pas ne pas voir qu'il a été adopté par les deux Assemblées que dorénavant la France vivra sous le système du clivage et de la dénonciation avec la loi soi-disant contre l'immigration clandestine qui arrive à ce résultat que des fichiers d'hébergeants seront constitués dans toutes les communes, permettant de quadriller la population, tout en surveillant les allées et venus des personnes qui ne sont pas françaises.
Tout cela existe en France et contre tout cela nous sentons qu'il y a hésitation dans les modes de vie. Il est décisif que la riposte ait lieu. Elle ne peut pas être

électorale. Elle doit être naturellement faite de cette magie mystérieuse du civique, du citoyen et de l'action de terrain.
C'est là que comment les questions de stratégie. Nous ne sommes pas, je ne suis pas un puriste de la théorie de l'Union. Je tâche d'apporter des réponses pratiques, politiques pour vaincre le doute, vaincre les hésitations pour que la France trouve dans son peuple la force qu'il lui faut pour retourner le destin qui lui est promis par la droite.
C'est pourquoi je dis que quelle que soit la situation, il vaut mieux voter des accords séparés que pas d'accords du tout, et quelles que soient les qualités du travail accompli, quelles que soient les satisfactions que l'on puisse tirer de voir que le PS, après qu'il en ait beaucoup discuté, et qu'il ait longtemps refusé d'accepter cette idée, qu'avec les Verts et les Ecologistes, la nature de notre relation ne pouvait plus être celle de l'amour-haine, qui nous a jusque là tenu de posture, nous sommes entrée dans le concret, dans le signé, dans les positions politiques.
Tout cela est bel et bon, et ne nous faisons pas entre nous le faux procès d'opposer une chose à l'autre , parce que nous avons passé tant de temps à dire que nous étions les partisans, du rouge, rose, vert, c'est le moment de le retenir.
Rouge, rose, vert, ce n'est pas du rouge, du rose et puis du vert. C'est un tout. C'est une dynamique qui doit pouvoir entraîner, entraîner... (Applaudissements)... entraîner les amis et là, ce que j'en dis, ne vise personne, car ce n'est pas mon propos : n'êtes-vous frappé de voir que nul part le Front National ne recule ? Que depuis dix ans, nous sommes impuissants à proposer une alternative qui soit assez enthousiasmante et motivante pour notre Parti ?
Ce qui se passe à Vitrolles, et j'espère que les choses finiront bien dimanche, en attendant le résultat du premier tour est un véritable tocsin d'alarme pour nous. Quelque chose, qualitativement, s'est passé. Quand 77% du corps électoral se déplace et 1 personne sur deux accorde sa voix au Front National, ce n'est plus un problème local.
C'est la raison pour laquelle un contrat de gouvernement est nécessaire, encore une fois non pas par goût d'une théorie, parfaite épure de l'Union. Il n'existe que des solutions plus ou moins opérationnelles selon le moment auquel on les présente.
Non, Henri, je te dis qu'on ne peut pas dire que ce serait déjà bien si on avait des actions communes. On n'a pas le temps. C'est en 1998 qu'a lieu l'élection.. et ce n'est pas trois mois après qu'il faudra régler cette affaire.
Nous avons besoin d'un accord en bonne et due forme avec le Parti Communiste, qui reste le deuxième Parti le plus important parmi le peuple et celui qui nous intéresse.
Avoir cet accord est la garantie de la cohérence de la majorité nationale, si nous en avons une à l'Assemblée Nationale, la garantie de la cohérence gouvernementale et enfin la garantie d'une mise en commun de nos énergies pour créer une véritable volonté, une véritable dynamique de transformation sociale dans le pays.
Nous en avons besoin sous la forme d'un contrat de Gouvernement en bonne et due

forme. Dans ce cas, nous serons responsables devant le Peuple. Voilà ce dont nous avons besoin.
On ne peut pas se contenter d'accords séparés !
Si on me dit « ces accords séparés sont une marche vers ce contrat de Gouvernement », je juge cela bel et bon mais je n'ai pas été convaincu. Je prends très au sérieux ce que chacun dit et écrit.
SI ce contrat d'orientation dont Lionel Jospin a parlé doit être un ensemble de points, qui tend l'action gouvernementale, alors nous ne sommes plus distingués que par des mots. J'abandonne là la querelle.
Je ne crois pas, Lionel, que tu aies voulu parler de contrat d'orientation seulement pour ne pas dire contrat de Gouvernement, comme Jean-Luc Mélenchon. C'est donc bien que tu penses à autre chose.
Ma position est que nous devons gouverner avec les communistes. Nous devons faire une majorité à l'Assemblée Nationale avec les communistes, et cette majorité doit s'articuler dans un véritable processus de dynamique populaire.
Alors oui, Henri, tu as raison. Là, il faut des actions communes et il les faut dès maintenant.
Il les faut sur le service public et il les faut sur la SNCF. Il les faut sur France Télécom et il les faut sur tous ces points.
Il les faut contre les clivages de la population qui est promis. C'est quand la gauche aura retrouvé la confiance qu'elle pourra alors créer l'élan populaire, l'élan national suffisant, qui lui permettra de régler les autres questions.
C'est toi, Lionel, qui avait dit « il faut gouverner autrement ». Eh bien oui, la prochaine fois, il faudra gouverner autrement si nous avons à gouverner. Gouverner autrement, c'est-à-dire gouverner avec le mouvement d'en bas, au rythme de sa volonté de transformation sociale, en phase étroite avec ses attentes et ses aspirations.
Nous n'avons pas d'autres points d'appui face aux forces immenses qui se dressent contre nous et dans le pays, et à l'étranger.
(Applaudissements).

Le président - La parole est à Manuel VALLS, puis Michel AUBERGER, Essonne, et nous arrêterons-là le débat pour ce matin. Nous reprendrons à 15 heures.
Manuel, tu as la parole.

Manuel Valls

Chers camarades, un mot d'abord sur les accords avec Radical Socialiste et avec les Verts. J'évoquerai ensuite notre campagne de communication.
Premier Secrétaire d'une Fédération qui a donné son tribu à cet accord, deux circonscriptions sur neuf, j'ai l'impression, modestement, que je peux parler au nom de mes camarades du Val d'Oise avec un peu d'autorité sur ce sujet.
Je comprends les réactions ici ou là (elles vont peut-être s'exprimer cet après-midi),

l'amertume des candidats Socialistes potentiels, le désarroi des militants parfois.
Le Val d'Oise n'a pas échappé à ces sentiments et c'est naturel. Il est vrai qu'il a fallu mener ce processus en quelques semaines à peine : réservation des circonscriptions aux candidatures féminines, accords électoraux et d'orientation politique avec les radicaux et les écologistes, désignation, par les adhérents, de nos candidats.
Le rythme était soutenu, cela laisse parfois des traces.
Cependant, je me félicite de ce calendrier. Nous sommes ainsi pr ts, plus d'un an avant la date normale des échéances au terme d'une procédure réellement démocratique.
Je suis persuadé que l'accord nouveau avec les Verts, d'un nouveau type, différent de celui que nous avons avec Radical, différent aussi de notre relation historique et plus classique avec le Parti Communiste, est porteur d'une dynamique, d'une première dynamique.
Le courant écologiste, malgré son éclatement, ses faiblesses, a choisi clairement la Gauche. Il aborde également un processus de réunification. Ces valeurs, les propositions, la problématique portées par les Ecologistes correspondent, j'en suis persuadé, à un courant d'opinion bien ancré dans notre société, notamment urbaine, et qui doit être, d'une manière ou d'une autre, représenté à l'Assemblée Nationale. C'est aussi cela la portée de cet accord. L'addition de nos forces est un plus, une chance pour nous, pour la Gauche donc, porteuse d'une dynamique.
La grande majorité des Socialistes en sont d'accord, ils l'ont voté il y a quelques mois. Alors, quand on est d'accord avec cette analyse, on ne peut pas faire autrement que de rechercher la réussite de cet accord dans nos fédés, dans nos départements.
Nous l'avons accepté dans le département du Val d'Oise en accueillant Yves Cochet dans la septième circonscription. Notre Convention Fédérale l'a ratifié hier soir à l'unanimité. Je sais que tout le monde n'a pas fait le m me effort. Je regrette que ce soient toujours les m mes fédérations qui s'inscrivent dans cet élan, et je sais qu'une autre fédération, celle de la Haute-Saône, porte lourdement le résultat de ces accords.
Tout le monde n'a pas fait le m me effort en contradiction avec les discours et les votes du Parti dans les Congrès et dans les Conventions. En contradiction aussi avec les proclamations d'une alliance rose, d'abord, rouge, verte, mais qui ne trouve jamais sa concrétisation, notamment là où ces proclamations trouvent un certain écho chez les adhérents, mon cher Jean-Luc Mélenchon.
Chers camarades, il ne s'agit pas d'une proclamation. Je regarde tranquillement ce qui se passe : aux sénatoriales, on vous oppose une liste Parti Communiste-MDC, aux législatives, aucune circonscription Verte n'est réservée dans votre département, il y a là, évidemment, une contradiction nette entre le discours et les actes, que cela vous plaise ou non. (quelques huées et applaudissements)
Chers camarades, au vu des problèmes qui existent ici ou là, je demande à chacun

de faire vivre ces accords, de préserver l'intérêt général et de faire preuve, comme nous l'avons fait dans notre département, d'esprit de responsabilité. La Droite, le pouvoir pratiquent l'auto-satisfaction. C'est, comme le disait Lionel Jospin il y a un instant, leur mode de communication, et parfois, certains Socialistes y semblent un peu sensibles.
Force est de reconnaître pourtant que le malaise social ne connaît nul apaisement, nul répit. Les cheminots manifestent leur hostilité à la réforme de la SNCF soutenus par nos parlementaires, les fonctionnaires se mobilisent contre la baisse de leur pouvoir d'achat, les salariés du Crédit Foncier ont lutté avec succès pour la survie de leur établissement et c'est l'occasion, pour nous qui avons été à leurs côtés au cours de ce conflit, de leur témoigner encore une fois notre admiration et notre solidarité.
La liste serait longue, et des millions de français se battent contre la logique d'une politique économique et sociale marquée par l'inefficacité et l'injustice sociale. Dans ce contexte, les communiqués de victoire du Président de la République qui affirme que la politique menée par le gouvernement porte ses premiers fruits, ou les satisfectis que s'accorde le Premier Ministre par rapport aux chiffres du chômage, tombent bien à plat.
Le nombre de demandeurs d'emploi qui s'est déjà accru de 5% en 1996, continuera, malheureusement, de s'élever en 1997. Le pouvoir d'achat des ménages ne progressera pas. La Droite a clairement échoué, elle peut partir, faire semblant de se mobiliser derrière Jacques Chirac, elle ne convaincra pas.
Mais il nous revient , bien évidemment, de crédibiliser nos propositions de faire valoir la pertinence de nos orientations. A nous de démontrer que nos réponses sont les plus efficaces. A nous de créer le débat, la mobilisation autour de nos idées. A nous d'avancer nos propositions concernant la réforme de la Justice, la priorité à l'Education, nos propositions sur l'immigration et combien nous avons été fiers d'observer le combat de nos sénateurs, de Robert Badinter, de Michel Rocard, de Guy Allouche et de Jean-Luc Mélenchon, se battant pour nos valeurs contre un projet inique. (Applaudissements)
A nous d'avancer nos propositions concernant la réduction du temps de travail, notre vision d'une Europe sociale et politique. Pour cela, le Secrétariat National va mettre à disposition des Fédérations, Lionel le rappelait tout à l'heure, un quatre pages gratuit tiré à 8 millions d'exemplaires, afin de populariser nos orientations économiques et sociales. Ce tract, ce quatre pages, sera soutenu par une campagne d'affiches sans précédent. Il sera l'occasion, dans quelques semaines, à la sortie de ces congés du mois de février, pour nos militants, nos sympathisants, nos candidats, d'être présents sur le terrain en allant à la rencontre des français au porte à porte, sur les marchés, à travers les 500 réunions publiques que nous tiendrons d'ici à l'été. Un matériel spécifique vous sera également proposé à ce sujet.
Chers camarades, après l'élaboration de nos propositions économiques et sociales, après les accords conclus avec nos partenaires, après la désignation par les

adhérents de nos candidats, nous sommes prêts à nous lancer dans la grande bataille des législatives avec Lionel Jospin face à la Droite et contre l'Extrême Droite pour convaincre que pour changer de politique, notre pays a besoin d'une nouvelle majorité, d'une majorité de gauche. Alors, haut les cœurs, au travail pour gagner ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Michel Auberger, Essonne.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Michel Auberger

Comme Manuel Valls vient de faire allusion à la situation de l'Essonne, le hasard de l'ordre de l'inscription fait que la réponse est venue avant la question. Je la formulerai donc devant vous.

Hier soir, la Convention Fédérale de l'Essonne, unanime, a mandaté ses délégués à la Convention Nationale pour faire prendre en compte le résultat du vote des militants dans les dix circonscriptions de l'Essonne. C'est à ce titre que je demande à la Convention Nationale de bien vouloir ne pas confirmer l'attribution de la deuxième circonscription de notre département aux Verts.

Cette deuxième circonscription de l'Essonne est, électoralement, la plus défavorable à la Gauche. Elle a, de surcroît, subi en 1988 un sinistre militant, quand deux candidats Socialistes désignés, l'un, par les militants, l'autre par la Convention Nationale, se sont opposés jusque devant les Tribunaux. En 1993, dans cette circonscription, le second tour a opposé la Droite et le Front National.

Nous ne voulons pas revivre cette situation. D'ailleurs, en 1995, les Socialistes ont, dans une législative partielle, montré qu'ils pouvaient l'éviter. Elisabeth Doussin et Jean-Marc Auriac ont su remobiliser la Gauche et nous faire figurer très honorablement et Lionel Jospin était, fort à propos, venu les soutenir. Depuis, le travail militant se poursuit autour d'une militante de terrain, Elisabeth Doussin, qui s'est, depuis des années, battu pied à pied à Mennecy contre un homme qui fait, depuis des mois, la une des journaux, Xavier Dugoin, et d'un élu local du département, Jean-Marc Aurias contre un Député-Maire dont la levée d'immunité parlementaire a été demandée. Une femme militante de terrain était naturellement la candidate des Socialistes dans une des circonscriptions réservées aux femmes. La réservation, dans le cadre de l'accord avec les Verts, de cette circonscription aux Verts et à un homme des Verts, apparaît à la Fédération de l'Essonne, unanime dans sa diversité, une erreur, car nous nous retrouvons ainsi avec une femme candidate sur dix, ce qui est, bien entendu, très insuffisant, car nous prenons le risque de voir se reproduire la situation de 1993 au deuxième tour opposant le RPR et le Front National.

Nous donnons l'impression que nous refusons le combat contre les leaders discrédités de la Droite dans l'Essonne, car nous affaiblissons ainsi notre présence militante.

De surcroît, les Verts de l'Essonne ont publiquement affiché qu'ils ne souhaitaient pas et qu'ils se battraient contre l'arrivée du candidat que veut leur imposer leur Direction.

Ce dernier argument devrait, à notre sens, permettre de revenir sur la proposition formulée, sans mettre en cause le principe de l'accord. Nous ne souhaitons pas avoir, demain, à nous situer hors d'une logique que nous approuvons.

Aussi, souhaitons-nous vivement être entendus aujourd'hui et qu'Elisabeth Doussin devienne, dès aujourd'hui, la candidate de la Fédération Socialiste et que nous n'ayons pas à gérer les divergences entre ces deux instances.

Merci, camarades, de permettre à une femme issue de l'action militante au quotidien, choisie par les militants, soutenue unanimement par sa Fédération, de porter nos couleurs.
(Applaudissements)

Le président - Nous allons lever la séance. Nous reprendrons à 15 heures, le débat se poursuivra, six orateurs sont inscrits cet après-midi.

Coll. Fondation Jean-Jaurès